



Assemblée générale Conseil économique et social

Distr. générale
14 mai 2008
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-troisième session
Point 55 a) de la liste préliminaire*
Groupes de pays en situation particulière :
troisième Conférence des Nations Unies
sur les pays les moins avancés

Conseil économique et social
Session de fond de 2008
New York, 30 juin-28 juillet 2008
Point 6 b) de l'ordre du jour provisoire**
Application et suivi des textes issus
des grandes conférences et réunions
au sommet organisées sous l'égide
de l'Organisation des Nations Unies :
examen et coordination de l'application
du Programme d'action en faveur
des pays les moins avancés
pour la décennie 2001-2010

Examen de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Au cours de la période considérée, hormis dans le Pacifique, la plupart des pays les moins avancés (PMA) ont continué d'avoir de bons résultats économiques puisqu'ils ont atteint ou étaient en bonne voie pour atteindre le taux de croissance et le montant des investissements visés par le Programme de Bruxelles d'ici à 2010.

Des progrès sensibles ont été accomplis dans la réalisation des objectifs de développement humain dans les domaines de la santé et de l'éducation; ils ont été moins marqués en ce qui concerne l'accès à l'eau et à l'assainissement. La parité des sexes en matière d'éducation a nettement moins progressé que prévu et la mortalité maternelle n'a pas reculé. En outre, il semble que l'amélioration de nombreux indicateurs sociaux ne revête pas un caractère durable. Dans la moitié des PMA pour lesquels on dispose d'information sur les tendances, près de 50 % de la population

* A/63/50.

** E/2008/1.



vit encore dans la misère. La malnutrition semble aussi s'être aggravée, en particulier chez les enfants et les femmes.

La crise alimentaire mondiale risque d'exacerber la malnutrition et de compromettre les mesures prises au niveau international en vue d'atteindre l'objectif primordial du Programme de Bruxelles, c'est-à-dire de réduire de moitié, d'ici à 2010, la proportion de personnes vivant dans une pauvreté extrême et souffrant de la faim, à moins qu'une action globale ne soit engagée d'urgence pour influencer sur l'offre et la demande de denrées alimentaires de base.

I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application des dispositions de la résolution 2007/31 du Conseil économique et social et de la résolution 62/203 de l'Assemblée générale par laquelle le Secrétaire général était prié de présenter un rapport d'étape annuel, analytique et orienté vers les résultats, sur l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la Décennie 2001-2010, adopté à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés tenue à Bruxelles en mai 2001 et ci-après dénommé Programme de Bruxelles.

2. Le présent rapport évalue les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme de Bruxelles par rapport aux buts et objectifs convenus à l'échelle internationale qui y sont énoncés, ainsi qu'aux engagements des PMA et de leurs partenaires de développement dans sept domaines interdépendants à savoir : a) encourager une action axée sur la population; b) bonne gouvernance aux niveaux national et international; c) renforcer les capacités humaines et institutionnelles; d) mettre en place les capacités de production nécessaires pour que les PMA bénéficient de la mondialisation; e) renforcer le rôle du commerce dans le développement; f) réduire la vulnérabilité et protéger l'environnement; g) mobiliser des ressources financières.

3. Comme de coutume, le présent rapport suit la structure du Programme d'action et s'accompagne d'une annexe statistique contenant des données par pays. Toutes les sources sont indiquées au bas de chaque tableau. Le Cap-Vert, qui figure parmi les PMA répertoriés dans les tableaux, a été admis à sortir de la liste des PMA depuis l'établissement du rapport. Pour faciliter l'analyse, tous les PMA sont classés en trois grands sous-groupes régionaux : Afrique, Asie et Pacifique. Haïti est le seul PMA du sous-groupe régional de l'Amérique latine et des Caraïbes.

II. Mise en œuvre du Programme d'action

Premier engagement

Encourager une action axée sur la population

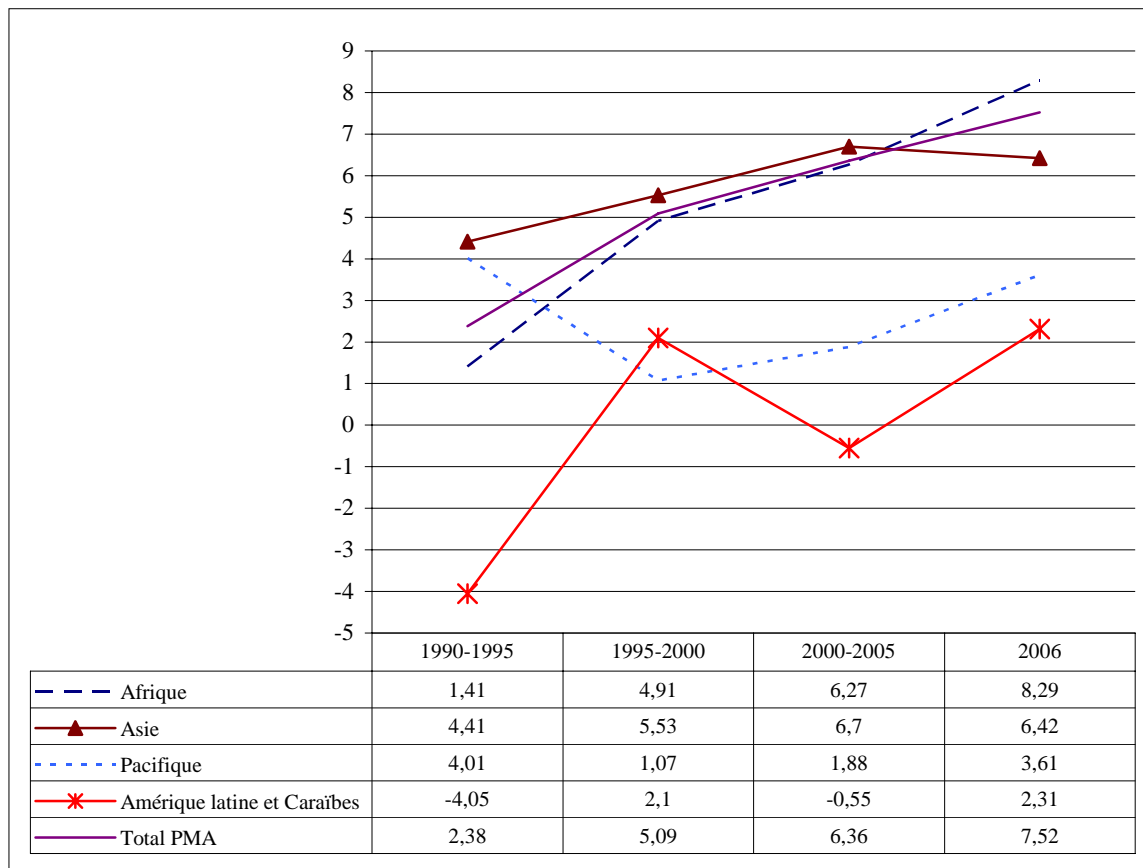
4. Le Programme d'action de Bruxelles souligne qu'une croissance accélérée, soutenue et sans laissés-pour-compte a un rôle central à jouer dans la dépaupérisation, le développement durable et la bonne intégration des PMA dans l'économie mondiale. Pour atteindre les objectifs consistant à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de personnes vivant dans une pauvreté extrême et souffrant de la faim, le Programme indique que le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) devra être d'au moins 7 % par an et celui du ratio investissements-PIB de 25 % par an d'ici à 2010.

5. En 2006, 29 PMA ont atteint ou étaient en passe d'atteindre un taux de croissance de 7 % d'ici à 2010. Ils étaient 31 dans ce cas en 2005 mais seulement 24 de 2000 à 2005. Le nombre de pays à croissance faible ou négative a diminué régulièrement, passant de 16 en 2000-2005 à 11 en 2006.

6. Au niveau des régions, les pays africains exportateurs de pétrole¹ ont atteint le taux de croissance visé en 2006 et le taux des pays africains non exportateurs de pétrole a seulement été inférieur de 0,6 % à l'objectif fixé, approchant ainsi celui des PMA d'Asie. Dans le Pacifique, le taux de croissance s'est considérablement amélioré mais reste inférieur de moitié au taux visé (voir fig. 1).

Figure 1
Taux de croissance annuel moyen du PIB dans les PMA de 1990 à 2006

En pourcentage



7. Toutefois, l'analyse du taux de croissance annuel du PIB par habitant montre que le fort taux de croissance démographique des pays africains non exportateurs de pétrole a absorbé la moitié des gains économiques réalisés alors que les PMA africains exportateurs de pétrole et les PMA d'Asie dont les taux de croissance démographique étaient plus faibles ont pu tirer avantage de la croissance. Les revenus par habitant ont peu changé dans les PMA du Pacifique, qui ont connu une croissance démographique rapide et une croissance économique faible.

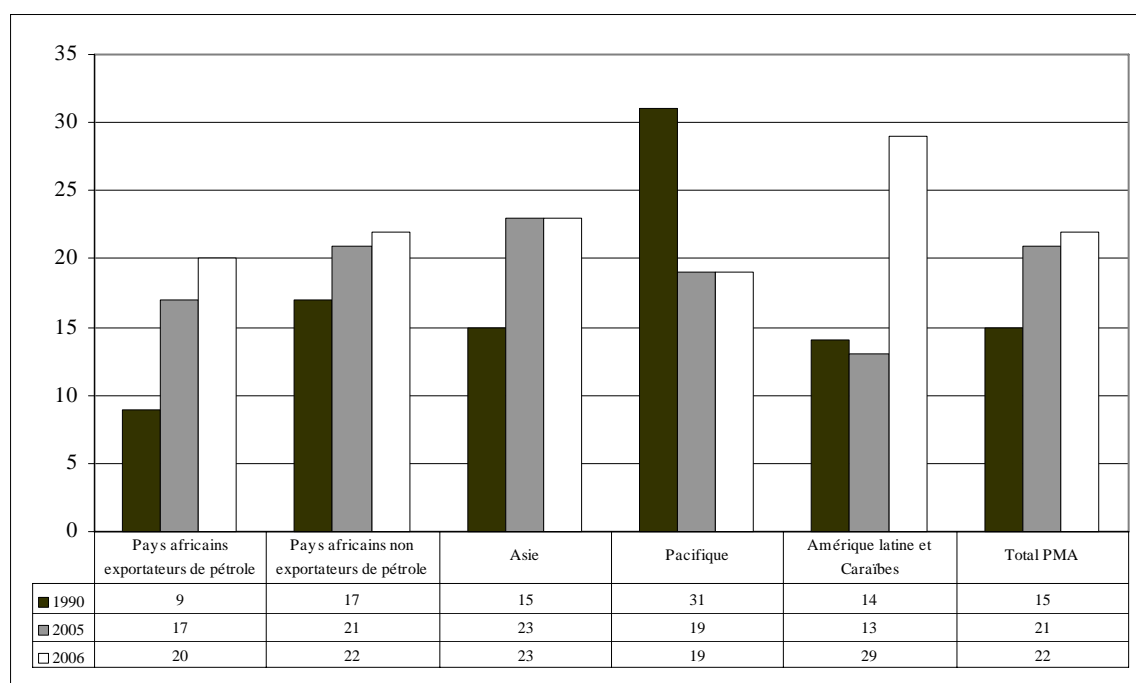
¹ Les pays d'Afrique exportateurs de pétrole qui font partie des pays les moins avancés sont, d'après l'Organisation mondiale du commerce, l'Angola, la Guinée équatoriale, le Soudan et le Tchad.

8. À l'exception du Pacifique, toutes les régions étaient sur la bonne voie pour atteindre le ratio investissements-PIB visé de 25 % par an. Les ratios des pays africains exportateurs de pétrole, qui étaient bien inférieurs aux objectifs visés en 1990, se sont redressés. Les investissements dans les PMA africains non exportateurs de pétrole ont également repris mais augmentent lentement. Dans les PMA du Pacifique, les investissements sont inférieurs à l'objectif visé.

9. En 2006, le ratio investissements-PIB était égal aux 25 % visés ou en était proche dans 30 PMA, contre 29 en 2005 et 18 en 2000. Le nombre de PMA ayant des ratios faibles a régulièrement diminué, passant de 15 en 2000 à 6 en 2006.

Figure 2

Formation brute de capital fixe dans les PMA en pourcentage du PIB en 1990, 2005 et 2006



10. Ajustées pour tenir compte du taux de parité du pouvoir d'achat (PPA), les estimations internationales de la pauvreté établies par la Banque mondiale indiquent que, dans 9 des 17 PMA pour lesquels on dispose de données, 50 % de la population vit avec moins d'un dollar par jour (PPA). Les taux de pauvreté sont moyens (égaux à 39-40 %) dans trois PMA et faibles (inférieurs à 30 %) dans 5. Toutefois, les estimations des gouvernements semblent plus pessimistes. D'après leurs propres seuils nationaux de pauvreté, 11 des 22 PMA pour lesquels des données sont disponibles ont un taux de pauvreté supérieur à 50 %, 10 un taux moyen (de 39-40 %) et 1 un taux faible (inférieur à 30 %).

11. La malnutrition semble augmenter dans les PMA. Les dernières données du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) sur la malnutrition infantile dressent un tableau plus positif que les données que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avait recueillies auparavant sur la

population sous-alimentée. Ainsi, d'après l'UNICEF, sur les 46 PMA pour lesquels on dispose de données, seuls 3 avaient des taux de sous-alimentation élevés (supérieurs ou égaux à 45 %) en 2000-2006, alors que la FAO estimaient qu'ils étaient 8 sur 43 dans ce cas en 2002-2004. Toutefois, les tendances sont nettement plus négatives d'après les estimations de l'UNICEF que de la FAO puisque le Fonds estime que 27 PMA ne connaîtraient aucune progression, alors qu'ils ne seraient que 10 dans ce cas d'après la FAO.

12. La flambée des prix des denrées alimentaires² pourrait encore aggraver la malnutrition dans les PMA, qui sont importateurs nets de denrées alimentaires depuis les années 90. En 2007, la facture des PMA avait augmenté de 19 % pour l'ensemble des denrées alimentaires, mais de 37 % pour les huiles végétales, 63 % pour les produits laitiers et 26 % pour les céréales³.

13. Pour réduire au minimum l'insécurité alimentaire, 11 PMA ont réduit les taxes à l'importation sur les céréales alimentaires et quatre ont imposé des restrictions à l'exportation. Huit ont relevé l'offre au moyen de stocks vivriers et quatre ont mis en place des mesures de contrôle des prix ou des subventions à la consommation. Cependant, à l'inverse du but recherché, ces mesures risquent seulement d'aggraver le problème en décourageant les agriculteurs de produire et en les empêchant de vendre, accentuant ainsi les pénuries de denrées alimentaires sur les marchés mondiaux et contribuant à amplifier encore la hausse des cours mondiaux.

14. D'après la FAO, sur 50 PMA, 47 sont des pays à faible revenu et à déficit vivrier et 20 des pays en situation de crise alimentaire. Toujours d'après la FAO, les importations de denrées alimentaires représentent 35 % de l'apport en calories dans ces pays tandis que, avec la hausse des cours mondiaux, les ménages pauvres doivent consacrer quelque 70 % de leurs revenus à l'achat de nourriture. La hausse des prix des denrées alimentaires risque de déstabiliser la situation politique et d'engendrer des troubles sociaux. Au moins cinq personnes ont été tuées dans une émeute de la faim à Haïti au début du mois d'avril 2008, ce qui a précipité la chute du Gouvernement et crée une situation d'urgence, compromettant ainsi la reprise économique et la réconciliation nationale après le conflit⁴. Des émeutes de la faim ont eu lieu au Burkina Faso, au Cambodge, en Mauritanie, au Mozambique, au Sénégal et au Yémen. Un certain nombre d'autres PMA, dont le plus grand, le Bangladesh – où deux raz-de-marée et un cyclone graves ont récemment détruit quelque 3 millions de tonnes de céréales vivrières –, ont également connu une situation alimentaire précaire.

Deuxième engagement

Bonne gouvernance aux niveaux national et international

15. Le Programme de Bruxelles souligne que le succès de sa mise en œuvre dépendra, au niveau national, de l'application de principes caractérisés par la transparence, la responsabilité, l'efficacité des pratiques de l'administration

² D'après la FAO, depuis 2006, le cours mondial moyen du riz a augmenté de 217 %, celui du blé de 136 %, celui du maïs de 125 % et celui du soja de 107 %.

³ Voir FAO, *Perspectives de l'alimentation* (novembre 2007), <http://www.fao.org/docrep/010/ah876f/ah876f00.htm>.

⁴ Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), communiqué de presse, PIO/PR/359/FR/2008, daté du 14 avril 2008, <http://www.minustah.org/articles/1200/1/Communique-de-presse--359/PIOPR359FR2008.html>.

publique, du secteur privé et de la société civile, la primauté du droit et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que, au niveau international, de la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral qui soit ouvert, équitable, réglementé, prévisible et non discriminatoire.

16. D'après les *Indicateurs de la gouvernance dans le monde pour 2007*⁵ – qui mesurent les résultats en matière de gouvernance sur une échelle allant de -2,5 à 2,5 dans les six domaines ci-après : participation et transparence; stabilité politique et absence de violence; efficacité des pouvoirs publics; qualité de la réglementation; primauté du droit; et lutte contre la corruption –, les résultats des PMA se sont régulièrement améliorés dans quatre de ces domaines (participation et transparence; stabilité politique; primauté du droit; et lutte contre la corruption) mais ont empiré dans les deux autres (efficacité des pouvoirs publics et qualité de la réglementation) depuis 2000. L'efficacité des pouvoirs publics et la réglementation sont les deux domaines pour lesquels les PMA ont obtenu les plus mauvais résultats parmi tous les groupes de pays au cours de la période allant de 2000 à 2006.

17. En 2006, sur 50 PMA, 48 pouvaient prétendre à des prêts extérieurs de l'Association internationale de développement (IDA). Les résultats obtenus dans le cadre de l'Évaluation de la politique et des institutions nationales, qui mesure la bonne gouvernance sur échelle de 1 (niveau le plus bas) à 6 (niveau le plus haut) par rapport à 16 indicateurs dans quatre domaines (gestion économique, politiques structurelles, politiques d'intégration et d'équité sociales, gestion et institutions publiques) jouent un rôle déterminant dans l'allocation de crédits sans intérêts et d'octroi de dons par l'Association. La gouvernance est jugée bonne ou mauvaise selon que la note attribuée est supérieure ou inférieure à la valeur médiane (3,5). En 2006, les PMA ont été notés 3,4 pour la gestion économique, 3,2 pour les politiques structurelles, 3,2 pour les politiques sociales et 3,0 pour la gestion du secteur public⁶. Hormis les variations mineures (-0,1) des politiques structurelles, ces notes étaient exactement les mêmes qu'en 2005 et témoignaient de la mauvaise gouvernance des PMA.

18. L'analyse des indicateurs arrêtés par le projet « Doing Business » pour mesurer la souplesse de la réglementation de l'activité commerciale dans 10 domaines (création d'entreprises, octroi de licences, embauches de salariés, transfert de propriété, obtention de prêts, protection des investisseurs, paiement des impôts, commerce transfrontalier, exécution des contrats, fermeture d'entreprise) montre que, à l'exception du paiement des impôts et de l'exécution des contrats, sur 178 pays dont la situation a été évaluée en 2007, les PMA étaient ceux où il était le plus difficile d'avoir une activité commerciale⁷. Ils figuraient aussi parmi les plus lents à mettre des réformes en œuvre. Ainsi, si les réformes visant à faciliter la création d'entreprises sont les plus nombreuses dans tous les pays, les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont réduit les délais nécessaires à la création d'entreprises de 47 % entre 2003 et 2007, contre 15 % pour les PMA au cours de la même période.

19. Les recettes budgétaires des industries d'extraction (impôts, redevances, primes de signature et autres versements) peuvent contribuer à la croissance

⁵ <http://info.worldbank.org/governance/wgi2007/>.

⁶ <http://siteresources.worldbank.org/IDA/Resources/73153-1181752621336/IRA!2006table1.xls>.

⁷ Voir *Doing Business 2008: Comparing Regulation in 178 Economies* (Banque mondiale, septembre 2007).

économique et au développement social, si elles sont gérées correctement. L'Initiative de transparence des industries extractives favorise la transparence et le respect des principes de responsabilité en incitant les entreprises et les pouvoirs publics à rendre publics les montants versés et perçus au titre de la prospection pétrolière, minière et gazière. L'exécution de cette initiative au niveau des pays comporte les cinq étapes suivantes : a) signature des principes de l'Initiative et établissement du plan de travail; b) travaux préparatoires (constitution de la commission multipartite, nomination de l'administrateur de l'Initiative et organisation de la vérification des comptes); c) divulgation des recettes et rapprochement des recettes et des dépenses; d) publication (diffusion publique du rapport de l'Initiative); e) enfin, validation externe au moins tous les deux ans.

20. En 2008, Madagascar et le Timor-Leste se sont joints à l'Initiative en adhérant à ses principes, portant ainsi à 12 le nombre des PMA figurant parmi ses « pays candidats », dont 8 en sont actuellement au stade des préparatifs et 2 (Guinée et Mauritanie) ont divulgué le montant de leurs recettes. Aucun des PMA n'a publié le rapport de l'Initiative ni effectué la validation externe, deux étapes indispensables pour prétendre au statut de pays répondant aux normes arrêtées par l'Initiative. La Guinée est devenue le premier pays participant à l'Initiative renforcée pour la transparence des industries extractives (dite EITI++) qui vise à tirer parti des recettes élevées provenant de l'exploration des ressources naturelles pour améliorer le niveau de vie des pauvres. Dans le cadre de l'Initiative EITI++, ce pays bénéficiera d'une assistance technique en ce qui concerne l'octroi des contrats, le contrôle des transactions, la collecte des impôts, l'amélioration de l'extraction des ressources, la gestion de la volatilité des prix et l'investissement efficace des recettes dans le développement durable.

21. Parce qu'ils sont petits et précieux, les diamants servent à effectuer des transactions illicites, blanchir de l'argent, acheter des armes, etc. Ils ont financé sept guerres impitoyables en Afrique dans les années 90, dont quatre dans des PMA : en Angola, au Libéria, en République démocratique du Congo et en Sierra Leone. Conscients du rôle dévastateur que le commerce illicite de diamants joue dans le financement des conflits, le soutien des activités des mouvements rebelles visant à renverser des gouvernements légitimes et l'achat d'armes légères et de petit calibre, et n'étant pas sans ignorer les profits que les économies des pays producteurs, ainsi que des pays exportateurs et importateurs peuvent tirer du commerce licite des diamants, 11 PMA ont adhéré au Système international de certification du Processus de Kimberley, qui régit le commerce licite des diamants bruts depuis 2003.

22. À la cinquième session annuelle du Processus de Kimberley, tenue en novembre 2007, le Burkina Faso et le Mali ont fait connaître leur décision de participer au Processus et le Cap-Vert et la Zambie se sont déclarés disposés à le faire. Cinq PMA (Lesotho, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Tanzanie et Togo) ont effectué le premier cycle de visites d'évaluation et quatre (l'Angola, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et la Guinée) ont invité le Groupe de travail chargé du suivi pour le second cycle de visites d'évaluation.

23. Le Processus de Kimberley a contribué à réduire considérablement le commerce international des diamants servant à financer des conflits. Moins de 1 % des diamants commercialisés en 2006 auraient été utilisés à cette fin, contre 15 % en 1990. Les exportations licites de diamants ont augmenté en conséquence. En

République démocratique du Congo, les exportations de diamants ont ainsi atteint leur plus haut niveau depuis la découverte des gisements il y a 100 ans. La multiplication par 100 des exportations licites de diamants en Sierra Leone depuis la fin de la guerre en 2002 ont bénéficié au quelque 10 % de la population qui y vivent de l'industrie du diamant⁸.

Troisième engagement

Renforcer les capacités humaines et institutionnelles

24. Le Programme de Bruxelles constate que les femmes, les hommes et les enfants sont les plus grands atouts des PMA. L'un de ses principaux objectifs est d'en renforcer le potentiel à la fois en tant qu'agents et que bénéficiaires du développement.

25. En 2006, sur les 45 PMA pour lesquels on disposait d'informations sur les tendances, 14 étaient en bonne voie pour atteindre l'objectif consistant à réduire la mortalité maternelle de 75 % d'ici à 2015, tandis que 7 autres PMA marquaient des progrès sensibles dans ce sens. Toutefois, dans les 24 autres PMA, dont les 18 où les taux de mortalité maternelle sont les plus élevés, la situation stagnait et menaçait même de se dégrader à moins que la nutrition et l'accès aux services de santé publique ne s'améliorent très nettement, en particulier dans les zones rurales. L'Afrique subsaharienne enregistrait des taux de mortalité maternelle particulièrement élevés.

26. Sur 50 PMA, environ un tiers ont atteint ou sont sur la bonne voie pour atteindre l'objectif relatif à la réduction du taux de mortalité infantile. Douze autres ont beaucoup progressé sur cette voie depuis 1990 et ce, de façon continue de 2004 à 2006. Toutefois, la situation a stagné ou s'est dégradée dans 11 autres PMA qui affichaient toujours des taux de mortalité infantile très élevés.

27. En 2006, sur 50 PMA, 15 avaient atteint l'objectif relatif à la mortalité des enfants de moins de 5 ans ou étaient sur la bonne voie pour y parvenir. Même s'ils restent insuffisants pour atteindre cet objectif d'ici à 2010, des progrès sensibles ont été accomplis par 20 autres PMA depuis 1990. Toutefois, la situation n'a pratiquement pas évolué ou s'est dégradée dans 15 autres PMA dans lesquels les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans sont les plus élevés.

28. La malnutrition est la cause première de près de 50 % des décès d'enfant. Même s'il existait de bonnes raisons de croire que la nutrition des moins de 5 ans s'améliore dans 17 PMA sur 48, la situation n'a guère évolué, voire pas du tout, dans les autres PMA, dont 18 où plus de 30 % des enfants de moins de 5 ans souffrent d'émaciation modérée à sévère (insuffisance pondérale par rapport à la taille), ainsi que de malnutrition ou de maladies graves.

29. L'utilisation de moustiquaires imprégnées pour protéger les enfants pendant leur sommeil s'est développée ces dernières années. Toutefois, depuis 2003, sur les 32 PMA pour lesquels on dispose de données, elle concernait plus de 25 % des enfants dans seulement 4 PMA et 10 % des enfants dans 19 autres. L'emploi de médicaments antipaludiques est plus répandu : on en utilisait pour traiter 25 % des enfants qui présentaient de la fièvre dans 23 PMA sur les 33 pour lesquels des données étaient disponibles. D'après les estimations disponibles en 2006 concernant

⁸ Pour le rapport 2007 sur le Processus de Kimberley, voir A/62/543 et Add.1.

la prévalence du paludisme et les taux de mortalité pour 1 000 de 1990 à 2003, sur 30 PMA pour lesquels on disposait d'informations sur les tendances, la situation se serait nettement améliorée dans 15 PMA mais se serait détériorée dans 13 autres. Le nombre de décès dus au paludisme est très élevé dans 10 PMA et élevé dans 9. La prévalence du paludisme est particulièrement forte en Asie du Sud et du Sud-Est, ainsi qu'en Afrique subsaharienne, où sont concentrés la plupart des décès dus au paludisme.

30. Le traitement de brève durée sous surveillance directe de la tuberculose (stratégie DOTS de lutte contre la tuberculose recommandée au niveau international) continuait de marquer des progrès appréciables puisqu'au moins 85 % des cas sont traités dans un nombre croissant de PMA (19 en 2005 contre 9 en 2002), conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Le dépistage de la tuberculose s'est également amélioré : en 2006, 12 PMA (contre 7 en 2003) avaient détecté plus de 70 % des cas de tuberculose tandis que le pourcentage de cas détectés ne demeurait faible que dans 7 PMA (contre 11 en 2003). Si la prévalence de la tuberculose et les taux de mortalité ont sensiblement diminué dans certains PMA, le nombre de pays où la prévalence est forte a augmenté (26 en 2003 contre 29 en 2006), tandis que le nombre de pays connaissant de fort taux de mortalité a diminué (24 en 2003 contre 22 en 2006).

31. Les nouvelles données pour 2000-2006 font apparaître une connaissance accrue et une meilleure prévention du VIH/sida dans la plupart des PMA pour lesquels des données sont disponibles. Des baisses de l'incidence du VIH sont maintenant signalées dans les trois quarts des PMA pour lesquels on dispose d'informations sur les tendances. On constate toutefois des différences d'une région à l'autre de même qu'à l'intérieur de chaque région. En Asie et dans le Pacifique, l'épidémie a été largement circonscrite puisque les taux ne dépasseraient 0,1 % que dans 3 PMA. Au Cambodge, le plus touché des PMA de l'Asie et du Pacifique, les taux ont rapidement diminué. L'incidence du VIH demeure la plus forte (10 %) dans les PMA d'Afrique australe et orientale, où elle serait en recul sans qu'on sache encore dans quelles proportions. Les taux de l'Afrique centrale et occidentale, compris entre 10 et 25 %, seraient en diminution.

32. Vingt-six PMA (contre 17 il y a 10 ans) seraient en bonne voie pour atteindre l'objectif relatif à l'enseignement primaire pour tous ou accomplirait des progrès rapides en ce sens. Le nombre de pays où la situation stagnerait ou régresserait a également considérablement diminué, passant de 12 dans les années 1991-2000 à 7 depuis 2000.

33. Les dernières données font toutefois apparaître des progrès moins marqués qu'on ne le pensait dans la réalisation de l'objectif relatif à l'égalité des sexes dans l'enseignement. En effet, la situation ne se serait guère améliorée sur ce plan, quand elle n'a pas stagné ou régressé dans de nombreux pays. Ainsi, sur les 40 PMA pour lesquels on disposait de données, 22 auraient atteint en 2005 l'objectif relatif à l'égalité des sexes dans l'enseignement primaire ou serait en bonne voie pour l'atteindre d'ici à 2010. Dans 12 autres PMA, la situation progresse, mais pas suffisamment pour atteindre cet objectif d'ici à 2010. Aucun progrès n'a été enregistré dans les six PMA restants. Sur 31 PMA pour lesquels on disposait de données en 2005, 10 (contre 8 en 2000) ont atteint l'objectif relatif à l'égalité des sexes dans l'enseignement secondaire en 2005 ou étaient en bonne voie pour l'atteindre. Dans sept autres PMA, la situation progressait, mais pas suffisamment

pour atteindre cet objectif. Près de la moitié des PMA n'ont guère avancé dans sa réalisation, voire pas du tout. Moins d'un tiers des PMA pour lesquels des données sont disponibles ayant atteint l'objectif relatif à l'égalité des sexes dans l'enseignement supérieur ou étant en bonne voie pour l'atteindre, la situation n'a pas évolué sur ce plan entre 1999 et 2005.

34. Vingt-huit PMA sont sur la bonne voie pour atteindre l'objectif relatif à l'assainissement dans les zones urbaines, contre 26 en 2002, mais les autres PMA n'ont guère progressé sur ce plan. Dans les zones rurales par contre, la situation semble s'être détériorée puisque de 16 en 2002, le nombre de PMA sur la bonne voie pour réaliser cet objectif est tombé à 10 en 2004. Les services existants sont très limités et aucune amélioration n'a été enregistrée dans 25 autres PMA depuis 2002.

35. La réalisation de l'objectif relatif à l'accès à l'eau potable est en bonne voie dans les zones urbaines, où l'accès à l'eau potable s'est amélioré dans 45 PMA sur 50. En revanche, dans les zones rurales, cet objectif n'a été réalisé ou sa réalisation d'ici à 2015 n'était en bonne voie que dans 20 PMA. Le développement de l'infrastructure nécessaire à l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est surtout rendu difficile par le taux de croissance de la population urbaine, qui est très fort (supérieur à 3 % par an) dans la majorité des PMA (30 sur 50).

36. La situation est encore pire sur le plan de l'accès à de meilleurs systèmes d'assainissement puisque la population des zones urbaines ne serait largement desservie que dans six PMA, alors que celle des zones rurales ne le serait que dans un PMA. Seule la moitié de la population urbaine de la majorité des PMA a accès à de meilleurs systèmes d'assainissement, alors que ce n'est le cas que de 35 % de la population rurale dans les deux tiers des PMA.

Quatrième engagement

Mettre en place les capacités de production nécessaires pour que les PMA bénéficient de la mondialisation

37. La nouvelle vague de mondialisation a tout à la fois ouvert de nouvelles perspectives et créé des difficultés. Les PMA seront portés ou submergés par cette vague selon qu'ils sauront ou non renforcer les capacités nationales de production en accumulant des capitaux et en tirant parti des progrès technologiques de façon à induire d'éventuels changements structurels⁹.

38. Plus de 72 % de la population des PMA vit encore en zone rurale et dépend de l'agriculture pour assurer sa subsistance et avoir des revenus. En 2006, l'agriculture représentait 28,4 % du produit intérieur brut (PIB) de l'ensemble des PMA et encore davantage pour certains d'entre eux : plus de 60 % en Guinée-Bissau et plus de 40 % dans les Comores, en Éthiopie, au Rwanda, en Sierra Leone, en République démocratique du Congo et en République-Unie de Tanzanie.

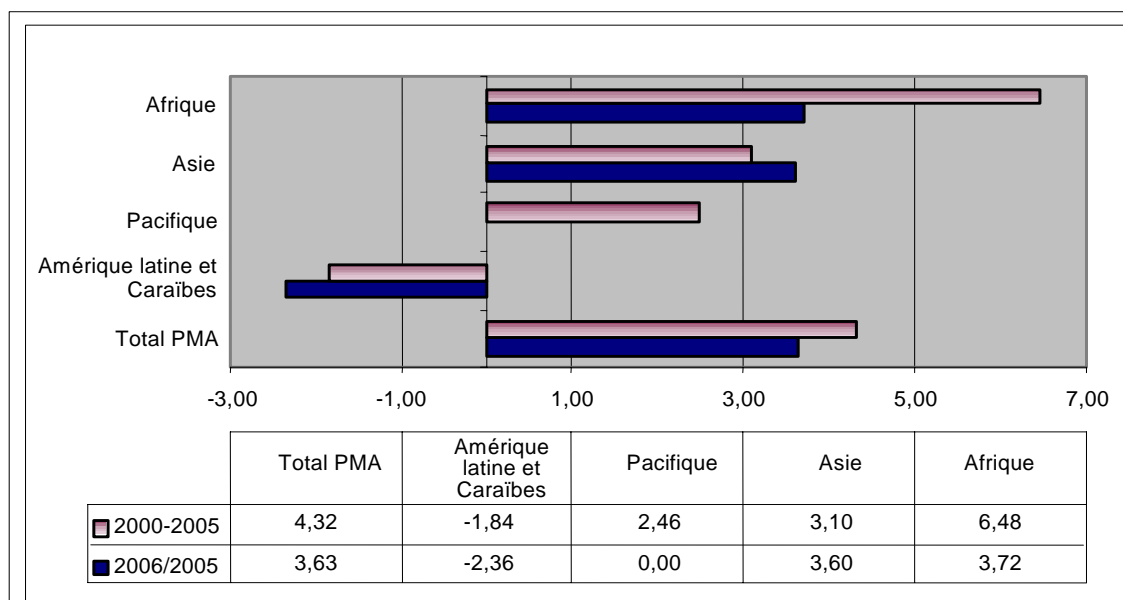
39. Malgré l'importance qu'elle revêt pour l'économie et les moyens d'existence de la population rurale, l'agriculture reste insuffisamment développée et la productivité agricole des PMA a décliné. D'après les données disponibles pour

⁹ *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.06.II.D.9).

2007, le taux d'accroissement annuel de la production de céréales dans les PMA africains a diminué de moitié tandis que celui des racines et des tubercules, qui sont des cultures vivrières de base en Afrique, est passé de 3,40 % à -1,22 %. Dans les PMA d'Asie, le taux d'accroissement de la production de céréales s'est légèrement amélioré en 2005-2006 tandis que la production de racines et tubercules, qui jouent un rôle beaucoup moins important en Asie que dans les PMA d'Afrique, a rapidement progressé (voir fig. 3).

Figure 3
Taux annuel d'accroissement de la production de céréales dans les PMA en 2000-2005 et 2005-2006

(En pourcentage)



40. Le déclin de la fertilité des sols est l'une des principales causes de la chute du rendement des cultures et de la production alimentaire dans les PMA. Alors que les besoins de régénérer les sols épuisés y sont les plus forts, l'utilisation d'engrais dans les PMA reste très limitée du fait des coûts élevés pratiqués sur les marchés locaux. L'utilisation d'engrais était estimée à 44 kilogrammes par hectare de 2000 à 2003 dans les PMA d'Asie, contre 7 kilogrammes dans les PMA d'Afrique¹⁰. D'après le Centre international pour la fertilité des sols et le développement agricole, les cours mondiaux des engrais ont régulièrement augmenté de 2004 jusqu'à fin 2006 en raison de la hausse de la demande de viande de bétail élevé aux grains dans les pays connaissant un essor économique. En 2007, les prix des denrées alimentaires ont été multipliés par plus de deux tandis que les agriculteurs des pays industrialisés intensifiaient l'utilisation d'engrais pour tenter d'accroître la production de céréales destinées à produire des biocarburants.

41. D'après une étude récente, les 75 % de la population des PMA d'Afrique les plus démunis disposent de moins de 0,26 hectare par habitant et les 70 % de la

¹⁰ Ibid.

population des PMA d'Asie les plus démunis ont accès à moins d'un hectare de terre par habitant, tandis que les 25 % de petits agriculteurs les plus défavorisés n'ont pratiquement pas de terres. Les ménages plus aisés ont des rendements plus élevés car ils ont plus facilement accès aux intrants (engrais, semences et plants) et à l'irrigation. De ce fait, dans les PMA d'Afrique, les recettes agricoles nettes par hectare des 25 % les plus riches des ménages sont 3 à 6 fois supérieures à celles des 25 % les plus pauvres. On observait le même type de situation dans les PMA d'Asie¹⁰.

42. La proportion de terres agricoles irriguées dans les PMA d'Asie a augmenté, passant de 10 % en 1960 à 30 % en 2000-2003. Les surfaces irriguées ont augmenté de façon particulièrement spectaculaire (passant de 7 à 53 %) au Bangladesh, mais aussi en République démocratique populaire lao, au Myanmar et au Népal en raison d'importants investissements du secteur public dans l'irrigation. En revanche, seuls 7 % des terres agricoles étaient irriguées dans les PMA d'Afrique en 2000-2003, soit pratiquement la même proportion que dans les années 60¹⁰.

43. Du fait du déclin de la fertilité des sols, du manque d'accès aux semences et aux plants améliorés, de la dépendance vis-à-vis d'une agriculture sensible à l'influence des conditions météorologiques, de l'exploitation et de la gestion non viables des ressources naturelles (eau, terre, forêts, ressources halieutiques), du manque chronique d'investissements dans la science et la recherche, ainsi que du manque d'accès à la terre, à la technologie moderne, aux marchés et aux finances, de nombreux PMA, qui exportaient des produits agricoles sont devenus importateurs de produits agricoles depuis 1990.

44. La médiocrité de l'infrastructure des transports et les coûts élevés des transports empêchent les PMA d'avoir accès aux marchés locaux et internationaux tandis que l'absence de lieux d'entreposage sûrs et d'informations relative aux marchés se traduisent par des pertes considérables en termes de récoltes.

45. D'après les données disponibles pour la période allant de 1999 à 2003, le nombre de pays où plus de 15 % du réseau routier étaient pavés s'est considérablement accru depuis 1995 mais la couverture du réseau routier n'a guère évolué, voire pas du tout, dans la majorité des PMA depuis 1990. D'après les données disponibles pour 2000-2006 concernant 11 PMA, le réseau routier se serait développé dans 7 PMA mais n'aurait pas évolué ou aurait même diminué dans les 4 autres. Au cours de la même période, le pourcentage de routes asphaltées s'est accru dans 4 PMA et a diminué dans 7.

46. Le réseau ferré est limité dans la plupart des PMA pour lesquels on dispose de données. Sur 10 pour lesquels on dispose d'informations sur les tendances, les tonnages de fret se sont accrus dans 3 PMA et ont stagné ou chuté dans les 7 autres.

47. Les services aériens se sont beaucoup développés dans la moitié des PMA pour lesquels des données sont disponibles mais ont stagné, voire régressé, dans l'autre moitié. De 2004 à 2006, le volume du fret aérien transporté a été important (plus de 10 millions de tonnes/kilomètre) dans 17 PMA. Néanmoins, dans 17 PMA sur les 24 pour lesquels on disposait de données, son accroissement a été négligeable ou négatif.

48. En 2006, 36 PMA ont atteint l'objectif consistant à porter la densité téléphonique à au moins cinq lignes de téléphone fixe et cellulaire par centaine d'habitants et 11 sont en bonne voie pour y parvenir d'ici à 2010. Sur les 49 PMA

pour lesquels des données sont disponibles, seul 1 n'assure qu'un service minimal (moins de 2 lignes pour 100 habitants), contre 45 sur 48 en 1990.

49. Le nombre de PMA comptant au moins un internaute sur 100 habitants est passé de 7 en 2000 à 27 en 2006. Toutefois, sur les 47 PMA pour lesquels on dispose de données, 21 comptaient toujours moins d'un internaute sur 100 habitants en 2006. En outre, seul 1 % de la population des PMA utilisait Internet en 2006, contre 11 % de la population des pays en développement et 60 % de la population des pays développés.

Cinquième engagement

Renforcer le rôle du commerce dans le développement

50. En augmentation constante depuis 2002, la part des pays les moins avancés dans les exportations mondiales de marchandises a atteint 0,9 % en 2006. Mais si on exclut les exportations de pétrole, elle est en fait restée au niveau de 2002, à savoir 0,4 %.

51. Bien qu'il ait accusé en 2006 une baisse de 9 % par rapport à 2005, le taux de croissance annuelle des exportations des pays les moins avancés était encore le double de celui des exportations mondiales. Pour la première fois de la décennie, les exportations de produits manufacturés de ces pays ont enregistré en 2005 et 2006 une croissance plus rapide que les exportations mondiales, et leurs exportations de produits de base ont retrouvé en 2006 leur haut niveau de 2004. On notera à cet égard que les exportateurs de produits de base des pays les moins avancés ont connu un mode de croissance plus hétérogène, en raison de la variation plus forte des prix internationaux des produits minéraux et agricoles.

52. Les droits de douane moyens appliqués par les pays développés aux importations de textiles sont passés de 4,5 % en 1996 à 3,2 % en 2006, mais la réduction des droits prélevés sur les articles d'habillement, un important secteur stratégique pour de nombreux PMA, a été beaucoup plus limitée, à 6,4 % en 2006, contre 8,1 % en 1996. Les droits de douane moyens imposés sur les produits agricoles ont régulièrement baissé, passant de 4 % en 1996 à 2,8 % en 2006 (voir tableau 1).

Tableau 1

Droits de douane moyens prélevés par les pays développés sur les importations de produits clés en provenance des pays en développement, de 1996 à 2006

(En pourcentage)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Produits agricoles											
En provenance des pays en développement ^a	10,5	10,0	10,0	9,5	9,3	9,3	9,5	9,4	9,2	8,9	8,6
En provenance des pays les moins avancés	4,0	3,8	3,6	3,7	3,7	2,7	2,8	2,8	3,1	3,1	2,8
Textiles											
En provenance des pays en développement ^a	7,3	7,2	7,0	6,6	6,6	6,6	6,0	5,8	5,2	5,3	5,2

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
En provenance des pays les moins avancés	4,5	4,5	4,3	4,2	4,1	3,8	3,8	3,5	3,2	3,2	3,2
Articles d'habillement											
En provenance des pays en développement ^a	11,4	11,3	11,2	10,9	10,8	11,3	10,0	9,7	8,6	8,3	8,2
En provenance des pays les moins avancés	8,1	8,1	8,0	7,9	7,8	7,7	7,4	7,0	6,4	6,4	6,4

Source : Calculs du Centre du commerce international, de la CNUCED/OMC.

^a Tous les pays en développement, pays les moins avancés compris.

53. La situation est demeurée quasiment inchangée depuis 1996 en ce qui concerne l'accès en franchise de droits des produits des pays les moins avancés sur les marchés des pays développés. L'augmentation de la part des importations en provenance des PMA, de 68 % en 1996 à 89 % en 2006, n'est plus que marginale si l'on exclut les armes et le pétrole (de 78 % en 1996 à 79 % en 2006).

Tableau 2

Proportion du total des importations des pays développés en provenance des pays en développement et des pays les moins avancés qui sont admises en franchise de droits, de 1996 à 2006

(En pourcentage)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
À l'exclusion des armes											
Pays en développement ^a	53	54	54	62	63	67	67	71	76	76	81
Pays les moins avancés	68	69	81	76	75	78	78	81	82	83	89
À l'exclusion des armes et du pétrole											
Pays en développement ^a	54	55	54	63	65	64	69	71	76	76	77
Pays les moins avancés	78	77	78	72	70	71	74	78	80	80	79

Source : Calculs du Centre du commerce international, de la CNUCED/OMC.

^a Tous les pays en développement, pays les moins avancés compris.

54. Suite à la décision prise en décembre 2005 à la sixième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Hong Kong (Chine) de garantir l'accès aux marchés de 97 % des produits des pays les moins avancés en franchise de droits et hors quota, certains pays développés ont fait savoir à l'OMC qu'ils remplissaient les conditions fixées (l'Australie, les membres de la Communauté européenne, la Norvège et la Nouvelle-Zélande) et quelques autres lui ont communiqué des renseignements sur les mesures qu'ils avaient prises dans ce domaine. Avec l'élargissement de l'Union européenne et l'expansion consécutive de l'Union douanière, la Bulgarie et la Roumanie offriront également un accès en franchise de droits et hors quota aux exportations des PMA au titre de l'Initiative Tout sauf les armes. La Turquie fera de même dans le cadre de son alignement sur le

Système généralisé de préférences de l'Union européenne, conformément à l'accord instaurant une union douanière¹¹.

55. Plusieurs pays en développement (notamment le Brésil, la Chine, l'Inde et la République de Corée) ont aussi fait part de leur intention d'améliorer l'accès des pays les moins avancés à leurs marchés, soit à titre bilatéral, soit dans le cadre d'accords commerciaux régionaux.

56. En avril 2008, l'Inde a annoncé l'adoption d'un système de préférences en franchise de droits pour tous les PMA. Ce dispositif concernera 94 % de ses lignes tarifaires et garantira un accès préférentiel au marché indien pour près de 93 % des exportations en provenance de ces pays. Le coton, le cacao, l'aluminium, les minerais, les noix de cajou et les vêtements de confection sont à cet égard parmi les produits présentant un intérêt immédiat pour les PMA. Pour bénéficier d'une préférence tarifaire, un produit doit être classé comme provenant d'un PMA et comme y étant a) intégralement produit ou obtenu, ou b) partiellement produit ou obtenu. L'Inde fournira également, au besoin, une assistance technique pour assurer la bonne application de ce dispositif.

57. Entre 2001 et 2004, le montant de l'aide publique au développement (APD) fournie par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE), afin de renforcer les capacités commerciales des pays les moins avancés, a accusé une chute de 42 %, mais il augmente de manière significative depuis 2005. La part du montant total de l'APD en faveur des pays les moins avancés que le CAD a assignée au renforcement de leurs capacités commerciales a diminué, passant de 4,5 % en 2001 à 1,6 % en 2005, mais est remontée à 2,6 % en 2006, bien que ce pourcentage soit encore inférieur au chiffre élevé de 2001.

58. En mars 2008, 46 des 50 pays les moins avancés en étaient à des stades différents du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce¹² : 30 avaient achevé le processus de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce et suivi un atelier de certification, 11 venaient de s'engager dans ce processus et 5 faisaient l'objet d'examens techniques. Le Bangladesh, le Bhoutan, le Myanmar et la Somalie ne se sont pour l'instant pas portés candidats.

59. Après qu'il eut été décidé de renforcer le Cadre intégré lors de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre 2005, les organismes concernés ont adopté des recommandations à cette fin et lancé le processus de mise en œuvre

¹¹ Note du Secrétariat de l'OMC sur l'accès au marché des produits et services présentant un intérêt à l'exportation pour les pays les moins avancés (WT/COMTD/LDC/W/41/Rev.1).

¹² Créé en 1997 et remanié en 2000, le Cadre intégré est géré par six organismes (la Banque mondiale, le CCI, la CNUCED, le FMI, l'OMC et le PNUD). Il a pour objectif d'aider les pays les moins avancés à intégrer le commerce dans leurs plans nationaux de développement et documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, et de faciliter la fourniture coordonnée d'une assistance commerciale à ces pays. En les aidant à venir à bout des difficultés qu'ils rencontrent en matière d'offre, il contribue également à améliorer l'intégration des pays les moins avancés dans le système commercial multilatéral. Le Cadre intégré comprend quatre différentes phases : a) sensibilisation à l'importance du commerce au service du développement; b) réalisation d'une étude diagnostique sur l'intégration du commerce et établissement d'un plan d'action pour favoriser l'intégration des pays les moins avancés dans le système commercial mondial; c) intégration du plan d'action dans les plans nationaux de développement et documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté; et d) application du plan d'action en collaboration avec les partenaires de développement.

en mai 2007. On estime qu'il faudra 400 millions de dollars pour les 15 premières années pour mettre en place le Cadre intégré renforcé, dont un montant de 250 millions de dollars sera financé au moyen du Fonds d'affectation spéciale connexe, le reliquat devant être obtenu grâce à des programmes d'assistance bilatérale. Le versement de contributions pour un montant de 110 millions de dollars, sur les 250 millions nécessaires à la reconstitution du Fonds, a été annoncé lors d'une conférence tenue à Stockholm le 25 septembre 2007. Le Cadre intégré renforcé doit permettre : a) de garantir le déblocage de ressources financières plus importantes et prévisibles en vue de l'application des matrices opérationnelles; b) de renforcer les capacités nationales de gestion, d'application et de suivi du processus; et c) d'améliorer la gouvernance en ce qui concerne le Cadre intégré. La mise en place du Cadre devrait aussi faciliter l'accès des PMA au financement de projets commerciaux dans le cadre de l'Initiative d'aide au commerce.

60. Malgré l'adoption de directives visant à faciliter et à accélérer les négociations sur l'adhésion des pays les moins avancés à l'OMC par le Conseil général en 2002 et les décisions ultérieures prises en ce sens par l'OMC lors de conférences ministérielles, seuls trois des pays les moins avancés (le Cambodge, le Cap-Vert et le Népal) ont adhéré à l'OMC depuis sa création, en 1995. Dix autres se trouvent à différentes étapes du processus d'adhésion.

Sixième engagement

Réduire la vulnérabilité et protéger l'environnement

61. Bien qu'ils contribuent le moins au réchauffement de la planète (0,4 % des émissions cumulatives de gaz à effet de serre entre 1995 et 2005), les pays les moins avancés sont ceux qui souffrent le plus des conséquences négatives des changements climatiques, en raison de leur grande vulnérabilité et de leurs capacités d'adaptation insuffisantes.

62. Au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tous les pays développés et pays en développement sont convenus d'élaborer et d'appliquer des programmes nationaux prévoyant des mesures pour faciliter l'adaptation aux changements climatiques. Conscient des besoins spéciaux des PMA, en particulier en termes de financement et de transfert de technologies, la Conférence des Parties a créé le Fonds pour les pays les moins avancés et le Groupe d'experts des pays les moins avancés, afin de les aider à concevoir et appliquer des programmes nationaux d'action pour l'adaptation aux changements climatiques en leur donnant des orientations et des conseils techniques.

63. Le processus de ces programmes d'action nationaux comprend les phases suivantes : a) synthèse des données disponibles; b) évaluation participative de la vulnérabilité face aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes; c) identification des zones à risque élevé; d) identification des mesures d'adaptation clefs; e) choix de critères pour hiérarchiser les activités; et f) établissement d'une courte liste d'activités prioritaires. Il prévoit aussi la conception, dans les grandes lignes, de projets et activités connexes pour répondre aux besoins les plus urgents et les plus immédiats des pays les moins avancés en termes d'adaptation.

64. En 2008, 46 des pays les moins avancés avaient établi des programmes d'action nationaux pour l'adaptation ou avaient entrepris de le faire, souvent avec l'aide du Groupe d'experts des PMA. Au 30 avril 2007, le montant cumulatif net des

crédits provenant du Fonds pour les PMA s'élevait à 12 millions de dollars. Tous les crédits approuvés ont été engagés ou décaissés. Dix-sept donateurs ont annoncé des contributions au Fonds, pour un montant total de 115,8 millions de dollars.

65. Le bilan de 21 programmes d'action pour l'adaptation effectué par le Groupe d'experts à une réunion tenue du 3 au 5 septembre 2007 à Bangkok a montré que l'intégration limitée des stratégies d'adaptation dans les politiques de développement et activités de planification au niveau national et l'absence de capacités techniques et institutionnelles constituent des obstacles majeurs à l'application des mesures d'adaptation. Plus précisément, les pays les moins avancés : a) ne sont pas en mesure de prendre en compte les changements climatiques et d'autres questions environnementales dans leurs plans socioéconomiques et sectoriels; b) ne parviennent pas à intégrer les stratégies d'adaptation dans leurs plans nationaux de développement; c) n'ont pas les moyens de formuler, d'analyser et d'appliquer des stratégies et politiques intégrées; d) pâtissent du manque de données ou n'y ont pas accès; e) ne disposent pas des capacités et des ressources des instituts de recherche; f) n'ont pas les connaissances requises pour concevoir des projets d'adaptation viables; et g) ne bénéficient pas d'un soutien technique suffisant.

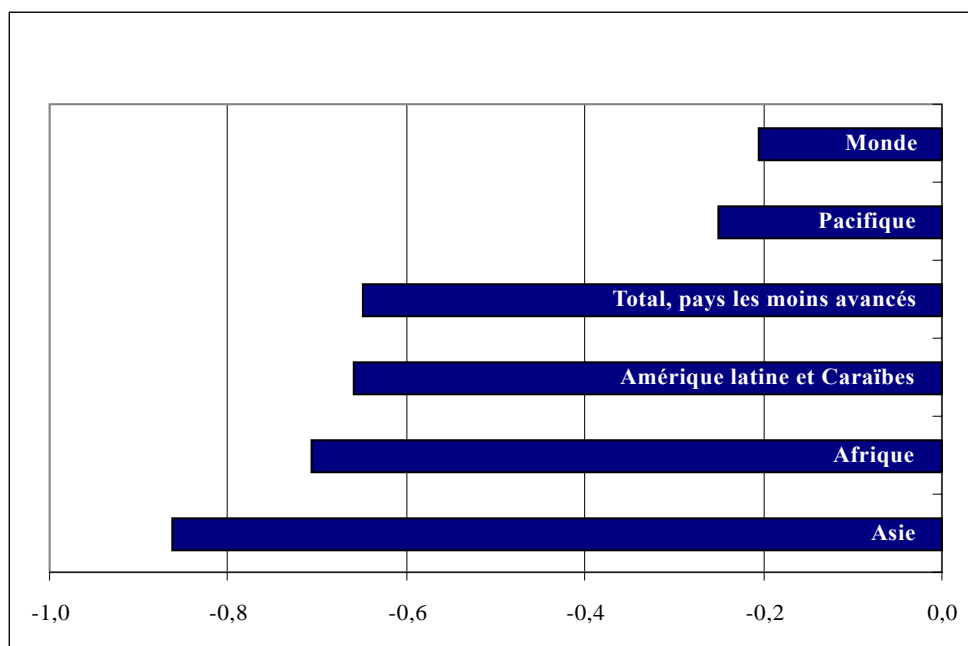
66. Le Mécanisme pour un développement propre, qui a été mis en place au titre du Protocole de Kyoto, représente le principal dispositif de financement des technologies à faible émission de carbone dans les pays en développement. Mais ce sont essentiellement les pays en développement qui sont des émetteurs majeurs qui en bénéficient et non pas ceux qui ont le plus de difficulté à s'adapter aux changements climatiques. Au 11 avril 2008, 999 projets concernant l'octroi de 205 064 680 unités de réduction certifiée des émissions étaient enregistrés et 86 autres projets concernant l'octroi de 14 266 652 unités étaient en cours d'enregistrement. Le Brésil, le Chili, la Chine, l'Inde, la Malaisie, le Mexique, et la République de Corée représentaient 80,78 % de la totalité des projets. Les grands pays soumettent des projets d'envergure, qui représentent 52,17 % de toutes les activités entreprises au titre du Mécanisme pour un développement propre. La plupart d'entre eux concernent le secteur de l'énergie, l'industrie et les transports. L'agriculture et l'exploitation forestière, secteurs stratégiques pour les PMA, ne représentent que 6,5 % et 0,08 % des projets respectivement. Par ailleurs, le processus d'enregistrement au Mécanisme demeure complexe et des droits d'entrée sont exigés. Il n'est donc pas étonnant que le nombre de projets soumis par les PMA soit passé de 7 à 9 seulement entre février 2007 et avril 2008, tandis que le nombre total de projets enregistrés au titre du Mécanisme passait de 500 à près de 1 000.

67. Étant donné qu'ils ne contribuent que de manière marginale aux émissions de gaz à effet de serre, les pays les moins avancés n'ont pratiquement qu'une solution : s'adapter aux changements climatiques. Mais ils n'y parviendront que si des mesures d'atténuation des effets sont aussi prises.

68. La déforestation contribue à hauteur de 17,3 % aux émissions anthropiques mondiales de gaz à effet de serre. Le développement de l'agriculture, l'extraction du bois et l'expansion des infrastructures sont les principales causes de la déforestation. Pendant la période allant de 2000 à 2005, le taux annuel moyen de déboisement était de 0,70 % dans les PMA, contre 0,18 % au niveau mondial. Ce taux était encore plus élevé dans les pays les moins avancés d'Asie et du Pacifique : 0,93 % et 0,78 % respectivement. Il était en revanche moindre dans l'ensemble des PMA d'Afrique

(0,60 %), bien que la déforestation y soit rapide dans certains d'entre eux : Bénin (2,5 %), Burundi (5 %), Ouganda (2,2 %) et Togo (4,5 %).

Figure 4
Taux annuel moyen de déboisement dans les pays les moins avancés (1990-2005)



69. Avec une superficie de 86 millions d'hectares, la forêt ombrophile de la République démocratique du Congo est la deuxième plus grande forêt tropicale du monde, assurant 8 % du stockage de carbone au niveau mondial. D'après les estimations, la perte et la dégradation du couvert forestier dans le bassin du Congo pourraient entraîner le rejet de 34,4 milliards de tonnes de dioxyde de carbone dans l'atmosphère d'ici à 2050, plus que pour aucune autre exploitation sur le continent. Les forêts du pays revêtent une importance vitale, non seulement pour l'environnement mondial, mais aussi pour la population congolaise. Près de 40 millions de ruraux en sont tributaires pour satisfaire leurs besoins dans les domaines suivants : nourriture, sources de revenu, sources d'énergie, habitation, médicaments et culture. La survie de certains groupes autochtones, dont les Pygmées, dépend presque entièrement des forêts. La mise en œuvre de politiques durables sur les plans social, environnemental et économique est donc cruciale pour garantir qu'elles soient gérées de manière viable.

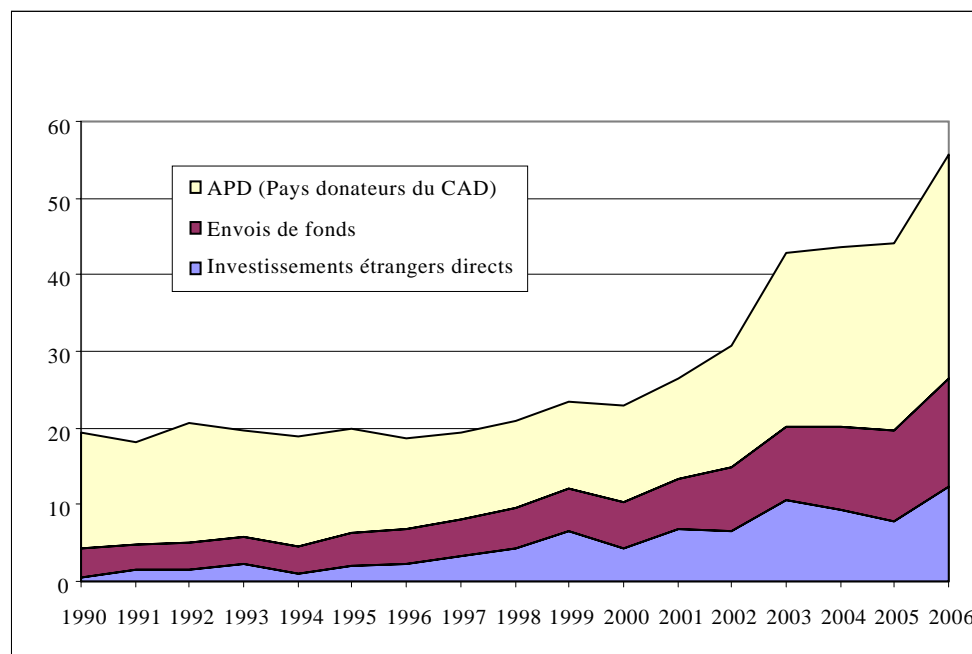
Septième engagement **Mobiliser des ressources financières**

70. Une bonne gestion des finances publiques, notamment en matière fiscale, revêt une grande importance pour le financement du développement. Toutefois, l'assiette fiscale reste trop étroite dans les pays les moins avancés, et les services de perception des impôts n'ont pas les moyens de générer des recettes publiques suffisantes, les politiques de recouvrement n'étant pas satisfaisantes non plus. La

mobilisation de ressources intérieures reste donc un véritable défi pour nombre des pays les moins avancés qui restent tributaires, pour certains largement, de l'APD. En 2006, l'APD représentait 40 à 70 % des finances publiques dans les certains pays parmi les moins avancés et 8,8 % du revenu national brut (RNB) de l'ensemble de ces pays. Dans 11 de ces pays toutefois, la part de l'APD dans le RNB était plus importante (plus de 20 %), dépassant 50 % aux Samoa (60 %), à Madagascar (54 %) et au Burundi (53 %).

Figure 5
Source de financement du développement pour les pays les moins avancés, 1990-2006

(En milliards de dollars des États-Unis)



71. Le montant total de l'APD versée aux pays les moins avancés n'a cessé d'augmenter depuis 2000, atteignant 29,4 milliards de dollars en 2006. Mais en parts du volume total de l'APD (28,2 %) et du RNB des pays donateurs (0,09 %), elle est en fait restée au même niveau qu'en 1990. Pour l'essentiel, l'augmentation observée s'expliquait par l'annulation des créances et l'assistance d'urgence. Six des 22 donateurs ont atteint en 2006 la cible fixée d'une APD de 0,2 % du RNB, soit seulement un de plus qu'en 2000. Deux donateurs (la Belgique et le Royaume-Uni) sont sur la bonne voie et trois autres devraient atteindre la cible intermédiaire de 0,15 % d'ici à 2010.

72. Le montant total des dépenses encourues par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles dans les pays les moins avancés a doublé depuis 2002, atteignant 5,3 milliards de dollars en 2006. La part de leurs dépenses pour l'ensemble des activités opérationnelles qui est destinée aux PMA a aussi augmenté régulièrement, passant de 28,4 % en 2002 à 36,7 % en 2005, mais elle est retombée à 34 % en 2006, essentiellement à cause des réductions importantes effectuées par le

Programme alimentaire mondial (PAM) (-7,1 %) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) (-4,1 %). En pourcentage du RNB, les 10 principaux bénéficiaires des dépenses des organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles en 2006 étaient les suivants : Libéria (34 %), Burundi (17 %), Érythrée, Guinée-Bissau, Maldives, République démocratique du Congo et Timor-Leste (plus de 5 %) et Malawi, Sao Tomé-et-Principe et Sierra Leone (plus de 4 %). En ce qui concerne le montant de l'aide des Nations Unies par habitant, 13 des 20 principaux bénéficiaires en 2006 faisaient aussi partie des pays les moins avancés, dont les Maldives (145 dollars par habitant), le Libéria (47 dollars), le Timor-Leste (46 dollars) et Sao Tomé-et-Principe (37 dollars).

73. En février 2008, 32 des 50 pays les moins avancés avaient participé à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Le montant de la dette annulée par la Banque mondiale au titre de l'Initiative PPTE et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) a continué d'augmenter, passant de 2,8 milliards de dollars au milieu de 2006 à 3 milliards 24 millions de dollars au début de 2008, ce qui représente 37 % des engagements en valeur actuelle nette (VAN) en 2006. Le FMI a élargi ses mesures d'allègement de la dette, qui concernaient déjà 80 % des engagements en 2006, à 88 %, soit un montant de 1 milliard 34 millions de dollars. Le nombre de PMA étant parvenus au point d'achèvement est passé de 13 en 2006 à 17 en 2008. Douze des pays les moins avancés qui n'avaient pas atteint le point de décision s'acheminaient vers le point d'achèvement; les candidatures des autres pays qui étaient à l'examen n'ont pas été considérées comme recevables.

74. Grâce aux mesures d'allègement de la dette dont ils ont bénéficié au titre de l'Initiative PPTE et de l'IADM, 32 des pays les moins avancés avaient réussi à réduire à moins de 10 % le ratio service de la dette/exportations de biens et services en 2006, contre 29 en 2004 et seulement 14 en 1990. Par ailleurs, ce ratio n'était supérieur à 20 % dans aucun des pays les moins avancés, alors que c'était le cas pour 11 d'entre eux en 1990. Cette évolution peut aussi s'expliquer par l'augmentation significative des exportations des PMA. Malgré l'impact positif des mesures d'allègement de la dette, le risque que son fardeau ne devienne écrasant était modéré dans neuf pays (Bénin, Burkina Faso, Éthiopie, Malawi, Mali, Mauritanie, Niger, Sao Tomé-et-Principe et Sierra Leone) et élevé dans un autre (Rwanda), qui avaient pourtant tous dépassé le point d'achèvement, ce qui montre que la viabilité du niveau d'endettement continue de poser des problèmes et qu'il importe de prendre de nouvelles mesures dans ce domaine.

75. Il n'est donc pas surprenant que six des sept pays les moins avancés en risque de surendettement aient été retenus pour bénéficier d'un allègement de la dette supplémentaire lorsqu'ils auraient atteint le point d'achèvement (on parle alors de « complément d'allègement »), dont deux (le Malawi et Sao Tomé-et-Principe) pour lesquels une décision a été prise à cet effet. Il a été convenu d'octroyer un complément d'assistance à Sao Tomé-et-Principe en raison des graves conséquences de la sécheresse sur le volume de ses exportations. Quant au Malawi, ce sont essentiellement la baisse largement imprévue des prix à l'exportation et la chute des taux d'intérêt au niveau international qui ont motivé cette décision.

76. En dollars courants, les investissements étrangers directs (IED) dans les pays les moins avancés ont presque triplé depuis 1990, s'établissant à 12 milliards 334 millions de dollars en 2006. Leur part dans le PIB de ces pays a été multipliée

par neuf depuis 1990, atteignant 3,7 % en 2006. Le nombre de PMA pour lesquels la part de ces investissements dans le PIB dépasse 5 % est passé de 6 en 1990 à 14 en 2006, tandis que le nombre de pays dans lesquels ce ratio est inférieur à 1 % ou négatif est passé de 26 en 1990 à 14 en 2006. Sur les 44 pays les moins avancés pour lesquels on dispose de données pour 2006, ce sont les pays exportateurs de pétrole d'Afrique et les pays de la région du Pacifique dans lesquels la part des IED dans le PIB est la plus importante (6 % et 6,8 % respectivement).

77. Les transferts de fonds des travailleurs vers les PMA ont doublé depuis 2000, atteignant 14 milliards 2 millions de dollars en 2006. Plus de la moitié de ces envois provenaient de pays en développement. Les 10 principaux bénéficiaires d'envois de fonds en 2006 parmi les pays les moins avancés étaient le Bangladesh, le Cambodge, Haïti, le Lesotho, le Népal, l'Ouganda, le Sénégal, le Soudan, le Togo et le Yémen. En pourcentage du PIB, ces 10 principaux bénéficiaires étaient en 2006 le Bangladesh, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau, Haïti, Kiribati, le Lesotho, le Népal, l'Ouganda et le Togo.

III. Conclusions et recommandations

78. Pendant la période à l'examen, la majorité des pays les moins avancés ont continué d'enregistrer de bons résultats économiques; à l'exception des pays du Pacifique, ils ont atteint les objectifs fixés dans le Programme de Bruxelles en matière de croissance et d'investissement ou sont en voie d'y parvenir d'ici à 2010. Depuis 2000, les exportations de marchandises des PMA augmentent deux fois plus vite que les exportations mondiales. Les entrées d'investissement étranger direct et les envois de fonds dans les pays les moins avancés ont doublé.

79. Des progrès notables ont été accomplis en ce qui concerne les objectifs de développement humain comme la santé et l'éducation, mais pour qu'ils continuent, il sera indispensable d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement, domaine dans lequel les résultats sont beaucoup moins satisfaisants, en raison du sous-investissement chronique dans l'infrastructure pour la prestation de services en milieu rural et de l'accroissement rapide de la population en milieu urbain. Les progrès ont aussi été importants que prévu en ce qui concerne la parité des sexes dans l'éducation, et la situation ne s'est pas améliorée pour ce qui est de la mortalité maternelle. Près de 50 % de la population dans la moitié des pays les moins avancés pour lesquels on dispose de données sur la question vivent dans la pauvreté extrême, et il semble que la malnutrition s'aggrave, en particulier parmi les enfants et les femmes.

80. La malnutrition est exacerbée par l'augmentation du coût des denrées alimentaires de base, qui menace gravement les efforts déployés au niveau international pour atteindre l'objectif principal du Programme de Bruxelles, à savoir réduire de moitié la proportion des personnes vivant dans une extrême pauvreté et souffrant de faim dans les pays les moins avancés d'ici à 2010. La hausse des prix risque par ailleurs de déstabiliser la situation politique et de provoquer des troubles sociaux dans les pays, y compris 26 pays parmi les moins avancés politiquement instables. Il faut remédier d'urgence et de manière globale à la crise alimentaire mondiale engendrée par les prix élevés du pétrole, les mauvaises récoltes résultant de conditions climatiques extrêmes, le changement des modes d'alimentation dans

les pays émergents et la production de biocarburants, en tenant compte aussi bien de l'offre que de la demande des denrées alimentaires.

81. En ce qui concerne la demande, on pourrait réduire considérablement la consommation d'énergie, en adoptant des technologies rationnelles à bon rendement énergétique dans les secteurs du bâtiment, de l'industrie et des transports, et en mettant en œuvre des stratégies de réduction des émissions de carbone pour lutter contre les changements climatiques et garantir la fourniture d'énergies durables.

82. S'agissant de l'offre, une stratégie à court terme devrait prévoir : a) la fourniture d'une assistance humanitaire immédiate aux pays confrontés à une crise alimentaire, ce qui impliquerait de renforcer l'assistance internationale et de combler un déficit de 750 millions de dollars creusé dans le budget du PAM par la hausse des prix alimentaires; b) le lancement de programmes de protection sociale (aide en espèces, vivres contre travail ou encore repas scolaires); et c) la mise en place de dispositifs de prêts financiers et de programmes d'assurance des récoltes.

83. À moyen terme, l'offre dépendra de l'augmentation de la productivité agricole, en facilitant l'accès des exploitants aux financements et aux marchés, ce qui leur permettra d'acheter les intrants agricoles (semences et engrais), ainsi que les machines et outils, et autres innovations, afin d'obtenir de meilleurs rendements. Il est indispensable d'améliorer les systèmes d'irrigation, l'infrastructure des transports, la distribution d'électricité, d'accroître les investissements dans la recherche et le développement et de renforcer les systèmes d'information sur les marchés pour garantir de meilleurs rendements. Pour résoudre à moyen terme la crise alimentaire, il faut aussi réexaminer le bien-fondé de l'utilisation des biocarburants, qui contribuent à hauteur de 10 à 30 % à la hausse des prix alimentaires mondiaux. Cette hausse pourrait entraîner une réduction de l'apport calorique de 4,8 % en Afrique et de 2,5 % en Asie d'ici à 2020, selon diverses sources. Étant donné le rôle qu'ils jouent au niveau des approvisionnements pétroliers et leur importance décisive dans l'équilibre entre l'offre et la demande de produits pétroliers, la réduction du recours aux biocarburants pourrait entraîner une nouvelle hausse des prix du pétrole, en augmentant le coût des transports et des engrais, deux facteurs essentiels dans la détermination des coûts agricoles qui pourraient donner lieu à une nouvelle hausse des prix alimentaires. On pourrait limiter la pénurie de céréales en produisant des biocarburants à partir du sucre (éthanol) ou des biocarburants de deuxième génération à partir de déchets (paille ou déchets ligneux).

84. À long terme, les efforts des États pour promouvoir la révolution verte devraient faciliter le passage à une révolution agricole à haute valeur guidée par le secteur privé. Étant donné sa large part dans l'économie et l'importance des populations rurales, l'agriculture dispose d'un potentiel énorme pour réduire la pauvreté dans les pays les moins avancés en améliorant la sécurité alimentaire, en offrant des emplois et un revenu aux plus pauvres, en particulier aux femmes, et en améliorant leurs moyens de subsistance.

85. Le programme visant à mettre l'agriculture au service du développement doit s'accompagner de la pleine libéralisation du commerce, qui pourrait entraîner une augmentation notable du prix des produits agricoles et accroître les gains de bien-être des pays les moins avancés. Il est donc crucial que le cycle de négociations commerciales de Doha soit rapidement conclu et de faire en sorte que les échanges

contribuent à réduire la pauvreté et à promouvoir le développement durable dans les pays les moins avancés.

86. En raison de la dégradation des terres et de la déforestation qu'elle entraîne, l'agriculture est responsable d'une part importante des émissions de gaz à effet de serre. Il faudrait mettre un frein à la déforestation, mieux contrôler les incendies de forêt, gérer efficacement les déchets d'élevage et pratiquer une agriculture de conservation pour atténuer l'empreinte environnementale, tandis que l'exploitation durable des terres, une bonne gestion des élevages et des forêts et des méthodes efficaces d'irrigation et d'aménagement des bassins hydrographiques, de même que le développement de variétés agricoles résistant aux parasites et à la sécheresse pourraient améliorer la résilience de la production agricole face aux changements climatiques dans les pays les moins avancés. Les mécanismes d'échange de crédits d'émission de carbone, qui prévoient des mesures d'incitation financière pour éviter la déforestation, et la fixation du carbone dans le sol offrent aussi la possibilité de réduire les émissions imputables à l'agriculture.

87. Enfin, la crise alimentaire mondiale doit être l'occasion de s'attaquer au problème de la fécondité élevée, en particulier dans les pays les moins avancés d'Afrique. Un ralentissement de l'accroissement de la population réduirait les pressions qui pèsent sur les pays les moins avancés en ce qui concerne la sécurité alimentaire, l'occupation des terres, la dégradation de l'environnement et l'approvisionnement en eau. Cela permettra de renforcer le capital humain, ce qui est indispensable à une croissance continue et au développement durable. Il est aussi essentiel d'améliorer l'accès des femmes à l'éducation, aux soins de santé et aux services de planification familiale, de réduire les inégalités entre les sexes et de surmonter les traditions culturelles et religieuses qui les perpétuent pour parvenir à réduire les taux de fécondité et à freiner l'accroissement de la population.

Annexe

Pays les moins avancés : données statistiques

Tableau d'annexe 1

Croissance économique et formation de capital fixe

	Croissance annuelle moyenne du PIB en dollars constants des États-Unis (pourcentage)				PIB par habitant en dollars constants des États-Unis		PIB par habitant en dollars courants	Formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB	Investissements étrangers directs, apports nets en pourcentage du PIB			Population totale (en milliers d'habitants)	Taux d'accroissement annuel de la population
	1990-1995	1995-2000	2000-2005	2006	1990	2006	2006	2006	1990	2005	2006	2006	2005-2010
<i>Pays les moins avancés</i>													
Afrique													
Pays exportateurs de pétrole													
Angola	-3,37	6,13	10,35	14,30	977	1 319	2 855	13	-3,3	-4,3	-0,1	16 557	2,78
Guinée équatoriale	8,83	33,88	26,63	-1,00	391	5 671	19 166	33	8,4	24,7	19,3	496	2,38
Soudan	5,11	7,57	6,80	12,10	615	1 218	934	24	-0,3	8,3	9,4	37 707	2,22
Tchad	4,29	2,69	14,95	2,90	252	428	634	23	0,5	12,0	10,7	10 468	2,88
Total partiel (pays exportateurs de pétrole)	2,27	7,19	8,76	11,54	651	1 151	1 512	20	-1,63	4,96	5,99	65 228	
Pays non-exportateurs de pétrole													
Bénin	4,21	4,84	4,10	3,60	356	415	536	20	3,4	1,2	1,3	8 760	3,02
Burkina Faso	4,71	4,66	6,21	5,90	352	491	416	24	0,0	0,3	0,4	14 359	2,89
Burundi	-2,11	-1,23	2,11	6,10	202	140	114	24	0,1	0,1	0,0	8 173	3,90
Cap-Vert	5,21	8,36	5,25	5,50	868	1 557	2 153	39	0,1	1,7	10,7	519	2,23
Comores	1,28	1,64	2,30	1,20	463	391	486	14	0,2	0,3	0,2	818	2,46
Djibouti	2,06	0,39	2,86	4,20	815	756	925	19	..	3,2	14,1	819	1,74
Érythrée	11,70	0,84	4,07	2,00	239	363	249	18	..	1,2	0,3	4 692	3,24
Éthiopie	1,09	4,68	5,60	10,60	213	259	164	20	0,1	1,9	2,7	81 021	2,51
Gambie	2,68	4,52	3,79	5,60	346	363	307	24	4,5	11,3	16,1	1 663	2,63
Guinée	3,90	4,24	3,08	5,00	467	559	311	19	0,7	3,1	3,3	9 181	2,16
Guinée-Bissau	2,76	-0,15	-0,23	4,60	229	166	196	16	0,8	3,3	13,8	1 646	2,98
Lesotho	4,00	2,89	3,02	1,60	386	512	725	41	2,8	6,4	5,2	1 995	0,63

	Croissance annuelle moyenne du PIB en dollars constants des États-Unis (pourcentage)				PIB par habitant en dollars constants des États-Unis		PIB par habitant en dollars courants	Formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB	Investissements étrangers directs, apports nets en pourcentage du PIB			Population totale (en milliers d'habitants)	Taux d'accroissement annuel de la population
	1990-1995	1995-2000	2000-2005	2006	1990	2006	2006	2006	1990	2005	2006	2006	2005-2010
<i>Pays les moins avancés</i>													
Libéria	-22,55	35,07	-4,60	7,00	180	114	192	12	58,6	36,7	-13,0	3 579	4,50
Madagascar	-0,33	3,83	2,27	4,70	256	224	287	22	0,7	0,6	4,2	19 159	2,66
Malawi	7,72	3,86	2,42	8,50	185	277	164	8	1,2	0,1	0,9	13 571	2,57
Mali	3,68	4,47	6,39	4,60	327	446	498	18	0,2	3,0	3,2	11 968	3,02
Mauritanie	3,45	2,54	4,03	14,10	540	644	899	29	0,7	6,3	-0,1	3 044	2,53
Mozambique	2,61	7,92	8,55	8,50	200	352	349	23	0,4	1,6	2,2	20 971	1,95
Niger	0,74	3,75	4,57	3,50	320	295	247	19	1,6	1,3	0,6	13 737	3,49
Ouganda	7,46	6,45	5,91	6,20	205	339	346	24	-0,1	4,3	4,2	29 899	3,24
République centrafricaine	0,68	1,60	-0,95	3,20	431	335	333	6	0,0	0,4	1,6	4 265	1,83
République démocratique du Congo	-7,25	-3,91	4,00	6,50	220	100	136	17	0,2	5,7	2,1	60 644	3,22
République-Unie de Tanzanie	4,00	4,08	6,85	5,90	179	254	335	22	0,0	3,6	3,7	39 459	2,47
Rwanda	-8,50	10,17	5,27	3,00	348	372	242	21	0,3	0,4	0,5	9 464	2,76
Sao Tomé-et-Principe	1,34	2,16	3,76	5,50	500	568	480	68	..	6,2	-0,4	155	1,61
Sénégal	1,41	5,22	4,57	4,00	771	906	768	26	1,0	0,6	0,6	12 072	2,46
Sierra Leone	1,47	-10,23	12,77	9,70	230	206	318	5	5,0	6,9	4,1	5 743	2,04
Somalie	-7,20	2,10	2,86	2,40	148	106	283	20	0,6	..	..	8 445	2,92
Togo	-0,72	2,32	1,99	4,20	436	335	356	20	1,1	3,7	2,6	6 410	2,65
Zambie	-1,33	2,72	4,76	6,00	461	458	938	25	6,2	3,6	5,4	11 696	1,91
Total partiel (pays non-exportateurs de pétrole)	1,07	3,89	4,96	6,39	270	300	302	22	1,1	2,8	2,9	407 927	
Total partiel (Afrique)	1,41	4,91	6,27	8,29	323	417	469	21	0,5	3,7	4,3	473 155	
Asie													
Afghanistan	-3,54	-3,44	12,60	11,10	286	196	319	17	..	..	..	26 088	3,85
Bangladesh	4,49	5,34	5,60	6,50	282	461	437	26	0,0	1,3	1,1	155 991	1,67
Bhoutan	3,79	6,76	7,60	8,50	510	1 124	1 422	53	0,5	0,1	0,6	649	1,43

	Croissance annuelle moyenne du PIB en dollars constants des États-Unis (pourcentage)				PIB par habitant en dollars constants des États-Unis		PIB par habitant en dollars courants	Formation brute de capital fixe en pourcentage du PIB	Investissements étrangers directs, apports nets en pourcentage du PIB			Population totale (en milliers d'habitants)	Taux d'accroissement annuel de la population
	1990-1995	1995-2000	2000-2005	2006	1990	2006	2006	2006	1990	2005	2006	2006	2005-2010
<i>Pays les moins avancés</i>													
Cambodge	6,45	7,19	9,14	7,20	175	384	453	18	..	6,0	6,7	14 197	1,74
Maldives	6,75	8,35	5,04	21,70	995	2 310	3 020	56	2,6	1,3	1,5	300	1,76
Myanmar	5,84	8,48	12,80	7,00	129	417	281	15	..	..	..	48 379	0,85
Népal	5,19	4,82	2,95	1,90	184	245	290	18	0,2	0,0	-0,1	27 641	1,97
République démocratique populaire lao	6,40	6,17	6,33	7,30	212	403	599	31	0,7	1,0	5,5	5 759	1,72
Timor-Leste	4,49	-3,77	0,96	-1,60	242	171	319	17	..	..	..	1 114	3,50
Yémen	5,93	7,04	3,99	3,90	312	419	853	22	-2,7	-1,8	5,9	21 732	2,97
Total partiel	4,41	5,53	6,70	6,42	241	406	427	23	0,1	1,1	2,5	301 849	
Pacifique													
Îles Salomon	5,12	-2,60	1,49	5,00	662	545	860	19	4,9	6,2	5,5	484	2,33
Kiribati	4,56	5,62	2,87	0,80	389	574	801	43	..	..	..	94	..
Samoa	1,05	3,63	4,05	4,00	696	962	2 348	10	5,9	-0,9	4,9	185	0,87
Tuvalu	1,92	1,76	5,92	1,00	1 111	1 600	2 441	56	..	..	..	10	..
Vanuatu	4,54	3,15	0,36	3,40	1 027	1 059	1 635	21	8,7	3,6	11,2	221	2,38
Total partiel	4,01	1,07	1,88	3,61	725	751	1 321	19	6,0	2,5	6,8	994	
Amérique latine et Caraïbes													
Haïti	-4,05	2,10	-0,55	2,30	368	249	489	29	0,3	0,6	3,2	9 446	1,58
Total	2,38	5,09	6,36	7,52	291	411	454	22	0,4	1,4	3,7	785 444	2,37

Sources : Division de statistique de l'ONU, *National Accounts Main Aggregates Database*, à l'adresse <http://unstats.un.org/unsd/snema/introduction.asp> (consulté le 10 février 2008); Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2008* (Washington), tableau 6.10 et *WDI and GDF Online*, à l'adresse www.worldbank.org (consulté le 23 avril 2008); Division de la population de l'ONU, *Perspectives démographiques mondiales : la révision de 2006*, données consultables en ligne à l'adresse <http://worldbank.org>.

Tableau d'annexe 2
Pauvreté et faim

	<i>Proportion de pauvres dans la population (en pourcentage)</i>		<i>Proportion de la population qui est sous-alimentée</i>	<i>Écart de pourcentage par rapport à la population sous-alimentée</i>	<i>Population totale (en milliers)</i>	<i>Accroissement de la population (par an) (en pourcentage)</i>	<i>Réfugiés/déplacés (en milliers)</i>	<i>Espérance de vie à la naissance (années)</i>	<i>Évolution de l'espérance de vie à la naissance (années)</i>	
	<i>Pourcentage de la population disposant de moins de 1 dollar par jour</i>									
	<i>Estimations nationales</i>	<i>1997-2004</i>								<i>1998-2004</i>
<i>Pays les moins avancés</i>										
Afrique										
Angola	..	..	35	-23	16 557	2,87	61,70	42,7	1,7
Bénin	31,0	29,0	12	-8	8 760	3,18	12,15	56,7	1,9	
Burkina Faso	27,0	46,4	15	-6	14 359	3,05	1,27	52,3	2	
Burundi	55,0	68,0	66	18	8 173	4,00	82,31	49,6	4,3	
Cap-Vert	..	..	..	..	519	2,41	..	71,7	3,1
Comores	..	..	..	..	818	2,52	0,00	65,2	4,5
Djibouti	..	..	24	-29	819	1,84	9,28	54,8	1,6
Érythrée	..	..	75	..	4 692	3,65	6,66	58,0	4,6
Éthiopie	23,0	44,2	46	..	81 021	2,58	97,33	52,9	3,5	
Gambie	59,0	61,3	29	7	1 663	2,84	14,36	59,4	3,5	
Guinée	..	..	24	-15	9 181	1,98	35,36	56,0	4,5
Guinée-Bissau	..	65,7	39	15	1 646	3,07	8,12	46,4	1,5	
Guinée équatoriale	..	..	..	..	496	2,46	..	51,6	3,4
Lesotho	..	68,0	13	-4	1 995	0,72	..	42,6	-13	
Libéria	..	..	50	15	3 579	3,99	362,02	45,7	3,5
Madagascar	61,0	71,3	38	3	19 159	2,77	..	59,4	4,4	
Malawi	42,0	65,3	35	-15	13 571	2,61	9,19	48,3	0,8	
Mali	..	63,8	29	0	11 968	3,07	12,47	54,5	4,6	
Mauritanie	26,0	46,3	10	-5	3 044	2,73	30,36	64,2	3,8	
Mozambique	..	54,1	44	-22	20 971	2,13	6,87	42,1	-4,2	
Niger	..	..	32	-9	13 737	3,56	0,34	56,9	5,6
Ouganda	85,0	37,7	19	-5	29 899	3,29	2 169,03	51,5	6,9	
République centrafricaine	..	..	44	-6	4 265	1,76	161,32	44,7	-1,4

	<i>Proportion de pauvres dans la population (en pourcentage)</i>		<i>Proportion de la population qui est sous-alimentée</i>	<i>Écart de pourcentage par rapport à la population sous-alimentée</i>	<i>Population totale (en milliers)</i>	<i>Accroissement de la population (par an) (en pourcentage)</i>	<i>Réfugiés/déplacés (en milliers)</i>	<i>Espérance de vie à la naissance (années)</i>	<i>Évolution de l'espérance de vie à la naissance (années)</i>
	<i>Pourcentage de la population disposant de moins de 1 dollar par jour</i>	<i>Estimations nationales</i>							
	<i>1997-2004</i>	<i>1998-2004</i>							
<i>Pays les moins avancés</i>									
République démocratique du Congo	..	..	74	42	60 644	3,24	1 814,99	46,5	3,9
République-Unie de Tanzanie	58,0	35,7	44	7	39 459	2,55	485,68	52,5	4
Rwanda	52,0	60,3	33	-11	9 464	2,49	59,11	46,2	10,1
Sao Tomé-et-Principe	..	..	10	-8	155	1,56	..	65,5	2,2
Sénégal	..	..	20	-3	12 072	2,56	23,23	63,1	2,9
Sierra Leone	..	70,2	51	4	5 743	2,80	27,73	42,6	2,7
Somalie	..	..	..	..	8 445	3,03	403,74	48,2	4,4
Soudan	..	..	26	-6	37 707	2,19	1 622,22	58,6	3,2
Tchad	..	..	35	-23	10 468	3,18	399,46	50,7	-0,9
Togo	..	..	24	-9	6 410	2,75	17,69	58,4	0
Zambie	76,0	68,0	46	-2	11 696	1,90	120,47	42,4	2,2
Asie									
Afghanistan	..	..	..	..	26 088	4,07	527,71	43,8	2
Bangladesh	36,0	49,8	30	-5	155 991	1,77	326,39	64,1	4,7
Bhoutan	..	..	..	..	649	1,85	..	65,6	6,7
Cambodge	55,0	35,0	33	-10	14 197	1,73	0,30	59,7	3,2
Maldives	..	..	10	-7	300	1,59	..	68,5	5,1
Myanmar	..	..	5	-5	48 379	0,86	728,00	62,1	1,8
Népal	..	30,9	17	-3	27 641	2,02	3 640,04	63,8	4,4
République démocratique populaire lao	27,0	33,0	19	-10	5 759	1,68	..	64,4	4,9
Timor-Leste	..	..	9	-2	1 114	4,38	166,96	60,8	6,4
Yémen	16,0	41,8	38	4	21 732	3,02	96,66	62,7	4,7
Pacifique									
Îles Salomon	..	..	21	-12	484	2,45	..	63,6	2,9
Kiribati	..	..	7	-2	94	2,17	..	..	..

	<i>Proportion de pauvres dans la population (en pourcentage)</i>		<i>Proportion de la population qui est sous-alimentée</i>	<i>Écart de pourcentage par rapport à la population sous-alimentée</i>	<i>Population totale (en milliers)</i>	<i>Accroissement de la population (par an) (en pourcentage)</i>	<i>Réfugiés/déplacés (en milliers)</i>	<i>Espérance de vie à la naissance (années)</i>	<i>Évolution de l'espérance de vie à la naissance (années)</i>
	<i>Pourcentage de la population disposant de moins de 1 dollar par jour</i>	<i>Estimations nationales</i>							
<i>Pays les moins avancés</i>	<i>1997-2004</i>	<i>1998-2004</i>	<i>2002-2004</i>	<i>1990-2004</i>	<i>2006</i>	<i>2006</i>	<i>2006</i>	<i>2005-2010</i>	<i>1995-2010</i>
Samoa	..	..	4	-7	185	0,63	..	71,5	3,1
Tuvalu	..	..	..	..	10	-4,22	..	..	..
Vanuatu	..	..	11	..	221	2,62	..	70,0	3,5
Amérique latine et Caraïbes									
Haïti	54,0	..	46	-19	9 446	1,61	0,00	60,9	4,2

Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2007* (Washington), tableau 2.6, et Povcal Net : <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/jsp/index.jsp> (page consultée le 1^{er} mars 2008); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde en 2008*, avec des mises à jour de la base de données statistiques de la FAOSTAT, statistiques de la sécurité alimentaire : <http://www.fao.org/faostat/foodsecurity/index-en> (page consultée le 1^{er} mars 2007); Division de la population de l'ONU, *Perspectives démographiques mondiales – Données en ligne* : <http://www.un.org/esa/population> (page consultée le 15 mars 2008).

Tableau d'annexe 3
Services de soins de santé et de santé procréatrice

2002-2006	Accouchements assistés par du personnel de santé qualifié (pourcentage)	Femmes ayant effectué au moins une visite anténatale (pourcentage)	Taux de mortalité maternelle (pour 100 000)		Contraception chez les femmes mariées âgées de 15 à 49 ans, toutes méthodes confondues (pourcentage)	
	2000-2006	2000-2006	2000-2006 (déclaré)	2005 (révisé)	1990-1995	2000-2006
<i>Pays les moins avancés</i>						
Afrique						
Angola	45	66	..	1 400	8	6
Bénin	78	88	500	840	16	17
Burkina Faso	54	85	480	700	8	17
Burundi	34	92	620	1 100	..	9
Cap-Vert	89	99	76	210	..	53
Comores	62	75	380	400	21	26
Djibouti	61	67	74	650	..	9
Érythrée	28	70	1 000	450	5	8
Éthiopie	6	28	670	720	4	15
Gambie	57	98	730	690	12	18
Guinée	38	82	980	910	2	9
Guinée-Bissau	39	78	410	1 100	..	10
Guinée équatoriale	65	86	..	680	..	..
Lesotho	55	90	760	960	23	37
Libéria	51	85	580	1 200	..	10
Madagascar	51	80	470	510	17	27
Malawi	54	92	980	1 100	13	42
Mali	41	57	580	970	..	8
Mauritanie	57	64	750	820	3	8
Mozambique	48	85	410	520	..	17
Niger	33	46	650	1 800	4	11
Ouganda	42	94	510	550	..	24
République centrafricaine	53	69	540	980	15	19
République démocratique du Congo	61	68	1 300	1 100	8	31
République-Unie de Tanzanie	43	78	580	950	10	26
Rwanda	39	94	750	1 300	21	17
Sao Tomé-et-Principe	81	97	150	..	..	30
Sénégal	52	87	430	980	7	12
Sierra Leone	43	81	1 800	2 100	..	5
Somalie	33	26	1 000	1 400	..	15
Soudan	87	60	550	450	10	7
Tchad	14	39	1 100	1 500	..	3

2002-2006	Accouchements assistés par du personnel de santé qualifié (pourcentage)	Femmes ayant effectué au moins une visite anténatale (pourcentage)	Taux de mortalité maternelle (pour 100 000)		Contraception chez les femmes mariées âgées de 15 à 49 ans, toutes méthodes confondues (pourcentage)	
	2000-2006	2000-2006	2000-2006 (déclaré)	2005 (révisé)	1990-1995	2000-2006
<i>Pays les moins avancés</i>						
Togo	62	84	480	510	..	17
Zambie	43	93	730	830	15	34
Asie						
Afghanistan	14	16	1 600	1 800	..	10
Bangladesh	20	48	320	570	40	58
Bhoutan	56	51	260	440	19	31
Cambodge	44	69	470	540	13	40
Maldives	84	81	140	120	..	39
Myanmar	57	76	320	380	17	34
Népal	19	44	280	830	23	48
République démocratique populaire lao	19	27	410	660	19	32
Timor-Leste	18	61	..	380	..	10
Yémen	27	41	370	430	7	23
Pacifique						
Îles Salomon	85	..	140	220	..	7
Kiribati	85	88	56	..	..	21
Samoa	100	..	29	..	..	43
Tuvalu	100	..	..	..	..	32
Vanuatu	88	..	68	..	..	28
Amérique latine et Caraïbes						
Haïti	26	85	630	670	..	32
Pays les moins avancés	38	59		870		30

Source : Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *La situation des enfants dans le monde 2008 : la survie de l'enfant* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.08.XX.1), tableau 8.

Tableau d'annexe 4
Accès à l'enseignement primaire pour tous et égalité des sexes dans l'enseignement

A. Scolarisation

	Taux net de scolarisation dans le primaire			Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire			Rapport filles/garçons dans l'enseignement secondaire			Rapport filles/garçons dans l'enseignement supérieur		
	1991	1999/00	2004/05	1991	1999/00	2004/05	1991	1999/00	2004/05	1991	1990/00	2004/05
<i>Pays les moins avancés</i>												
Afrique												
Angola	50	..	..	0,92	0,86	..	..	0,82	..	..	0,63	..
Bénin	41	52	78	0,51	0,69	0,80	0,42	0,46	0,57	0,15	0,25	..
Burkina Faso	29	36	45	0,64	0,71	0,80	0,53	0,65	0,70	0,30	0,30	0,45
Burundi	53	43	60	0,84	0,80	0,86	0,58	..	0,74	0,36	0,35	0,38
Cap-Vert	91	98	90	0,94	0,97	0,95	..	..	1,07	..	1,00	1,04
Comores	57	55	..	0,73	0,85	0,88	0,65	0,82	0,76	..	0,73	0,77
Djibouti	29	28	33	0,72	0,73	0,82	0,66	0,66	0,66	..	0,89	0,73
Érythrée	16	41	47	0,94	0,82	0,81	..	0,69	0,59	..	0,16	0,15
Éthiopie	22	36	61	0,66	0,67	0,86	0,75	0,61	0,65	0,22	0,28	0,32
Gambie	48	67	..	0,68	0,85	1,06	0,49	0,68	0,82	..	0,29	0,23
Guinée	27	47	66	0,49	0,70	0,84	0,34	0,39	0,53	0,07	..	0,24
Guinée-Bissau	38	45	..	0,55	0,67	..	..	0,54	..	..	0,18	..
Guinée équatoriale	91	84	..	0,96	0,95	0,95	..	0,60	..	0,14	0,43	..
Lesotho	71	82	87	1,22	1,04	1,00	1,42	1,31	1,26	1,30	1,52	1,27
Libéria	..	66	..	..	0,73	..	..	0,72	..	..	0,76	..
Madagascar	64	65	92	0,98	0,96	0,96	0,97	0,96	..	0,82	0,86	0,89
Malawi	48	..	95	0,84	0,96	1,02	0,46	0,74	0,81	0,34	0,38	0,54
Mali	21	..	51	0,60	0,75	0,80	0,52	0,56	0,62	0,16	0,48	0,47
Mauritanie	35	63	72	0,73	0,94	1,01	0,46	0,72	0,85	0,16	..	0,33
Mozambique	43	56	79	0,75	0,76	0,85	0,57	0,63	0,69	..	..	0,49
Niger	22	25	40	0,60	0,69	0,73	0,44	0,67	0,68	..	..	0,45
Ouganda	..	..	..	0,85	0,94	1,00	0,59	0,77	0,81	0,38	0,51	..
République centrafricaine	52	..	..	0,64	..	0,66	0,40	..	..	0,15	0,19	..
République démocratique du Congo	54	..	..	0,75	0,90	..	..	0,52	..	..	..	..
République-Unie de Tanzanie	49	51	91	0,98	0,99	0,96	0,77	0,82	..	0,19	0,27	0,48
Rwanda	66	..	74	0,97	0,97	1,02	0,75	0,94	0,89	..	0,48	0,62

	Taux net de scolarisation dans le primaire			Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire			Rapport filles/garçons dans l'enseignement secondaire			Rapport filles/garçons dans l'enseignement supérieur		
	1991	1999/00	2004/05	1991	1999/00	2004/05	1991	1999/00	2004/05	1991	1990/00	2004/05
<i>Pays les moins avancés</i>												
Sao Tomé-et-Principe	..	..	97	..	0,98	0,98	..	..	1,08	..	..	..
Sénégal	43	54	69	0,73	0,87	0,97	0,53	0,65	0,75	..	..	..
Sierra Leone	43	..	..	0,70	..	0,81	0,57	..	0,74	..	..	..
Somalie	9	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	40	43	..	0,77	0,85	0,87	0,79	..	0,94	0,88	0,92	..
Tchad	35	54	..	0,45	0,61	0,67	0,20	0,28	0,33	..	0,17	0,14
Togo	64	77	78	0,65	0,78	0,85	0,34	0,44	0,51	0,16	0,20	..
Zambie	..	63	89	..	0,93	0,95	..	0,81	0,82	..	0,46	..
Asie												
Afghanistan	..	..	..	0,55	0,08	0,59	0,51	..	0,33	..	..	0,28
Bangladesh	..	89	94	..	1,00	1,03	..	1,04	1,03	..	0,51	0,53
Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Cambodge	69	91	99	0,81	0,87	0,92	0,43	0,54	0,69	..	0,33	0,46
Maldives	..	96	79	..	1,00	0,98	..	1,08	1,14	..	..	2,37
Myanmar	98	82	90	0,96	0,99	1,02	0,98	1,07	0,99	..	1,60	..
Népal	..	70	..	0,63	0,79	0,91	0,46	0,71	0,86	0,33	0,40	0,40
République démocratique populaire lao	63	82	84	0,79	0,85	0,88	0,62	0,70	0,76	..	0,53	0,72
Timor-Leste	..	..	98	..	..	0,92	..	..	1,00	..	..	..
Yémen	51	60	75	0,35	0,63	0,74	..	0,42	0,49	..	0,28	0,37
Pacifique												
Îles Salomon	..	..	..	0,86	0,92	0,95	0,61	0,78	0,83	..	..	..
Kiribati	..	97	..	..	0,99	1,02	..	1,61	1,13	..	..	..
Samoa	..	90	90	1,02	1,00	1,00	1,96	1,14	1,12	..	0,93	..
Tuvalu	..	..	..	..	1,04	1,07	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	..	93	94	0,96	0,98	0,97	0,80	1,15	0,86	..	..	0,58
Amérique latine et Caraïbes												
Haïti	22	..	..	0,94	..	..	0,96	..	..	..	..	..
Total	52	60	73	0,79	0,87	0,89	..	0,81	0,81	..	0,66	0,63

Sources : UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT : l'éducation pour tous en 2015 : un objectif accessible?* (Paris, 2007), tableaux 5, 8, 9A et 12, et données actualisées communiquées le 20 avril 2008 par l'Institut de statistique de l'UNESCO (Montréal, Canada).

B. Alphabétisation des adultes

<i>Pays les moins avancés</i>	<i>Taux d'alphabétisation des adultes (âgés de plus de 15 ans)</i>						<i>Évolution des écarts entre les hommes et les femmes (en points de pourcentage) de 1990 à 2007</i>	<i>Évolution du taux d'alphabétisation des adultes (en points de pourcentage) de 1990 à 2007</i>
	<i>Pourcentage d'alphabétisés</i>							
	<i>1990</i>			<i>2007</i>				
	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Total</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Total</i>		
Afrique								
Angola	..	..	..	..	..	..	..	..
Bénin	16,6	39,9	27,2	27,9	53,1	40,5	-12,6	13,3
Burkina Faso	8,2	19,6	13,6	21,6	36,7	28,7	-8,0	15,2
Burundi	27,5	48,2	37,4	..	..	..	..	..
Cap-Vert	53,0	74,8	62,8	78,8	89,4	83,8	-5,6	21,0
Comores	72,2	82,3	77,3	69,8	80,3	75,1	-5,3	-2,2
Djibouti	..	..	..	..	..	..	..	..
Érythrée	..	..	..	..	..	..	..	..
Éthiopie	18,5	36,0	27,0	..	..	..	..	..
Gambie	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée-Bissau	28,5	56,2	42,0	54,4	75,1	64,6	-10,6	22,5
Guinée équatoriale	..	..	..	..	..	..	..	..
Lesotho	..	..	..	..	..	..	..	..
Libéria	29,7	52,1	40,8	50,9	60,2	55,5	-4,7	14,7
Madagascar	..	..	..	..	..	..	..	..
Malawi	33,5	65,3	48,5	64,6	79,2	71,8	-7,4	23,3
Mali	..	..	..	16,0	31,4	23,3	-8,1	..
Mauritanie	..	..	..	48,3	63,3	55,8	-7,5	..
Mozambique	..	..	..	33,0	57,2	44,4	-12,8	..
Niger	..	..	..	16,4	44,3	30,4	-13,9	..
Ouganda	44,8	68,2	56,1	65,5	81,8	73,6	-8,2	17,5
République centrafricaine	20,3	48,0	33,6	..	..	..	..	..
République démocratique du Congo	..	..	..	..	..	..	..	..
République-Unie de Tanzanie	48,1	71,4	59,1	65,9	79,0	72,3	-6,6	13,2
Rwanda	..	..	57,9	..	..	..	..	..
Sao Tomé-et-Principe	61,9	85,2	73,2	82,7	93,4	87,9	-5,5	14,7
Sénégal	17,9	36,9	26,9	32,3	53,1	42,6	-10,6	15,7

	Taux d'alphabétisation des adultes (âgés de plus de 15 ans)						Évolution des écarts entre les hommes et les femmes (en points de pourcentage) de 1990 à 2007	Évolution du taux d'alphabétisation des adultes (en points de pourcentage) de 1990 à 2007
	Pourcentage d'alphabétisés							
	1990			2007				
<i>Pays les moins avancés</i>	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total		
Sierra Leone	..	..	..	26,8	50,0	38,1	-11,9	..
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	..	..	..	..	..	..	..	..
Tchad	..	..	12,2	..	..	..	..	..
Togo	..	..	..	..	..	..	..	..
Zambie	57,4	73,0	65,0	..	..	..	..	..
Asie								
Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..
Bangladesh	25,8	44,3	35,3	48,0	58,7	53,5	-5,2	18,2
Bhoutan	..	..	..	42,2	67,1	55,6	-11,5	..
Cambodge	..	..	..	67,7	85,8	76,3	-9,5	..
Maldives	96,1	95,9	96,0	97,1	97,0	97,0	0,1	1,0
Myanmar	..	..	..	..	..	..	..	..
Népal	17,4	49,2	33,0	43,6	70,3	56,5	-13,8	23,5
République démocratique populaire lao	..	..	..	66,6	80,0	73,2	-6,8	..
Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	..	..
Yémen	17,1	56,7	37,1	40,5	77,0	58,9	-18,2	21,8
Pacifique								
Îles Salomon	..	..	..	..	..	..	..	..
Kiribati	..	..	..	..	..	..	..	..
Samoa	97,4	98,4	97,9	98,4	98,9	98,7	-0,2	0,8
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	62,5	68,4	65,5	76,1	80,0	78,1	-1,9	12,6
Amérique latine et Caraïbes								
Haiti	45,9	46,6	46,2	64,0	60,1	62,1	2,0	15,9

Sources : UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'EPT : l'éducation pour tous en 2015 : un objectif accessible?* (Paris, 2007), tableaux 5, 8, 9A et 12, et données actualisées communiquées le 20 avril 2008 par l'Institut de statistique de l'UNESCO (Montréal, Canada).

Tableau d'annexe 5
Santé infanto-juvénile

	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans			Taux de mortalité infantile (pour 1 000)			Pourcentage d'enfants de 1 an vaccinés contre				Prévalence d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée ou aiguë	
							la rougeole		la diphtérie la coqueluche et le tétanos		Pourcentage d'enfants de moins de 6 mois nourris exclusivement au sein	
	1990	2004	2006	1990	2004	2006	2004	2006	2004	2006	2000-2006	2000-2006
<i>Pays les moins avancés</i>												
Afrique												
Angola	260	260	260	154	154	154	84	48	59	44	11	31
Bénin	185	152	148	111	90	88	64	89	83	93	70	23
Burkina Faso	206	192	204	123	97	122	78	88	88	95	7	37
Burundi	190	190	181	114	114	109	84	75	74	74	45	39
Cap-Vert	60	36	34	45	27	25	72	65	75	72	57	...
Comores	120	70	68	88	52	51	57	66	76	69	21	25
Djibouti	175	126	130	116	101	86	64	67	64	72	1	28
Érythrée	147	82	74	88	52	48	55	95	83	97	52	40
Éthiopie	204	166	123	122	110	77	60	63	80	72	49	38
Gambie	153	122	113	103	89	84	69	95	38	95	41	20
Guinée	235	155	161	139	101	98	36	67	69	71	27	26
Guinée-Bissau	240	203	200	142	126	119	59	60	80	77	16	19
Guinée équatoriale	170	204	206	103	122	124	98	51	33	33	24	19
Lesotho	101	82	132	81	61	102	61	85	78	83	36	20
Libéria	235	235	235	157	157	157	85	94	31	88	35	26
Madagascar	168	123	115	103	76	72	59	59	61	61	67	42
Malawi	221	175	120	131	110	76	54	85	89	99	56	19
Mali	250	219	217	140	121	119	70	86	76	85	25	33
Mauritanie	133	125	125	85	78	78	78	62	70	68	20	32
Mozambique	235	152	138	158	104	96	40	77	72	72	30	24
Niger	320	259	253	191	152	148	56	47	62	39	14	44
Ouganda	160	138	134	93	80	78	73	89	87	80	60	20
République centrafricaine	173	193	175	114	115	115	91	35	40	40	23	29
République démocratique du Congo	205	205	205	129	129	129	84	73	64	77	24	31

	Pourcentage d'enfants de 1 an vaccinés contre										Prévalence d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée ou aiguë	
	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans			Taux de mortalité infantile (pour 1 000)			la rougeole		la diphtérie la coqueluche et le tétanos		Pourcentage d'enfants de moins de 6 mois nourris exclusivement au sein	
	1990	2004	2006	1990	2004	2006	2004	2006	2004	2006	2000-2006	2000-2006
<i>Pays les moins avancés</i>												
République-Unie de Tanzanie	161	126	118	102	78	74	64	93	95	90	41	22
Rwanda	176	203	160	106	118	98	97	95	89	99	88	23
Sao Tomé-et-Principe	100	118	96	65	75	63	87	85	99	99	60	9
Sénégal	149	137	116	72	78	60	77	80	87	89	34	17
Sierra Leone	290	283	270	169	165	159	75	67	61	64	8	30
Somalie	203	225	145	121	133	90	90	35	30	35	9	36
Soudan	120	91	89	74	63	61	71	73	55	78	16	41
Tchad	201	200	209	120	117	124	80	23	50	20	2	37
Togo	149	140	108	88	78	69	77	83	71	87	28	26
Zambie	180	182	182	101	102	102	91	84	80	80	40	20
Asie												
Afghanistan	260	257	257	168	185	165	80	68	66	77	...	39
Bangladesh	149	77	69	100	56	52	48	81	85	88	37	48
Bhoutan	166	80	70	107	67	63	35	90	89	95	...	19
Cambodge	116	141	82	85	97	65	94	78	85	80	60	36
Maldives	111	46	30	78	35	26	56	97	96	98	10	30
Myanmar	130	106	104	91	76	74	73	78	82	82	15	32
Népal	142	76	59	99	59	46	51	85	80	89	53	39
République démocratique populaire lao	163	83	75	120	65	59	42	48	45	57	23	40
Timor-Leste	177	80	55	133	64	47	25	64	57	67	31	46
Yémen	139	111	100	98	82	75	70	80	78	85	12	46
Pacifique												
Îles Salomon	121	56	73	86	34	55	78	84	80	91	65	...
Kiribati	88	65	64	65	49	47	73	61	62	86	80	13
Samoa	50	30	28	40	25	23	75	54	68	56	...	...

	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans			Taux de mortalité infantile (pour 1 000)			Pourcentage d'enfants de 1 an vaccinés contre				Prévalence d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée ou aiguë	
							la rougeole		la diphtérie la coqueluche et le tétanos		Pourcentage d'enfants de moins de 6 mois nourris exclusivement au sein	
	1990	2004	2006	1990	2004	2006	2004	2006	2004	2006	2000-2006	2000-2006
<i>Pays les moins avancés</i>												
Tuvalu	54	51	38	42	36	31	80	84	98	97	...	...
Vanuatu	62	40	36	48	32	30	74	99	49	85	50	...
Amérique latine et Caraïbes												
Haïti	152	117	80	105	74	60	64	58	43	53	41	22
Pays les moins avancés	180	155	142	113	98	90	75	74	76	77	46	35

Source : UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2008 : la survie de l'enfant*, tableaux 1 à 3 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.08.XX.1).

Tableau d'annexe 6
Prévalence et prévention du VIH/sida

	Taux de prévalence du VIH chez les adultes âgés de 15 à 49 ans	Taux d'utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque				Taux d'utilisation du préservatif sur le taux de prévalence des contraceptifs (en pourcentage)	Pourcentage de la population âgée de 15 à 24 ans ayant une bonne connaissance générale du VIH/sida, 2000-2006		Orphelins du sida (dont l'un ou les deux parents sont morts du sida) (en milliers)	Taux de fréquentation scolaire des orphelins par rapport aux non-orphelins	
		1998-2004		2000-2006			1996-2004	Femmes			Hommes
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes						
<i>Pays les moins avancés</i>	2005										
Afrique											
Angola	3,7	..	..	..	..	5	..	..	160	90
Bénin	1,8 ^a	19	34	17	44	7	8	14	62	..	
Burkina Faso	2,0	54	67	64	67	15	19	23	120	71	
Burundi	3,3 ^a	..	..	25	..	1	30	..	120	86
Cap-Vert	..	..	..	..	..	6	..	..	..	..
Comores	<0,1	..	..	..	..	3	10	..	..	59
Djibouti	3,1	..	..	26	50	..	18	22	6	82
Érythrée	2,4	..	..	..	..	8	37	..	36	83
Éthiopie	0,9 – 3,5	17	30	28	50	4	21	33	..	60	
Gambie	2,4	..	..	54	..	1	39	..	4	87
Guinée	1,5 ^a	17	32	26	37	10	17	23	28	73	
Guinée-Bissau	3,8	..	..	39	..	1	18	..	11	97
Guinée équatoriale	3,2 ^a	..	..	..	..	..	4	..	5	95
Lesotho	23,2 ^a	..	..	53	53	6	26	18	97	95
Libéria	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Madagascar	0,5	5	12	5	12	2	19	16	13	76	
Malawi	14,1 ^a	32	38	40	47	5	41	36	550	96	
Mali	1,7 ^a	14	30	17	35	4	9	15	94	104	
Mauritanie	0,7	..	..	..	..	10	..	..	7	..
Mozambique	16,1	29	33	29	33	5	20	33	510	80	
Niger	1,1 ^a	7	30	18	37	0	13	16	46	..	
Ouganda	6,7 ^a	44	62	53	55	8	30	35	1 000	94	
République centrafricaine	10,7 ^a	..	..	41	..	3	17	..	140	96
République démocratique du Congo	3,2	..	..	..	..	7	..	..	680	72

	Taux de prévalence du VIH chez les adultes âgés de 15 à 49 ans	Taux d'utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque				Taux d'utilisation du préservatif sur le taux de prévalence des contraceptifs (en pourcentage)	Pourcentage de la population âgée de 15 à 24 ans ayant une bonne connaissance générale du VIH/sida, 2000-2006			Orphelins du sida (dont l'un ou les deux parents sont morts du sida) (en milliers)	Taux de fréquentation scolaire des orphelins par rapport aux non-orphelins
		1998-2004		2000-2006			1996-2004	2005			
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes			Femmes	Hommes			2000-2006
<i>Pays les moins avancés</i>	2005										
République-Unie de Tanzanie	6,5 ^a	42	47	34	46	11	45	40	1 100	102	
Rwanda	3,1 ^a	23	55	26	40	3	51	54	210	82	
Sao Tomé-et-Principe	..	..	..	56	..	0	44	..	..	109
Sénégal	0,9 ^a	..	..	36	52	7	19	24	25	83
Sierra Leone	1,6 ^a	..	..	20	..	2	17	..	31	83
Somalie	0,9	..	..	..	..	..	4	..	23	87
Soudan	1,6	..	..	..	..	..	..	..	..	96
Tchad	3,5 ^a	..	..	17	25	0	8	20	57	105
Togo	3,2	22	41	50	..	6	28	..	88	94	
Zambie	17,0 ^a	33	42	26	38	11	41	46	710	103	
Asie											
Afghanistan	<0,1	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bangladesh	<0,1	..	..	..	..	..	16	..	..	..
Bhoutan	<0,1	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Cambodge	1,6 ^a	..	..	..	84	..	50	45	..	80
Maldives	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Myanmar	1,3	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Népal	0,5	..	..	..	78	..	28	44	..	..
République démocratique populaire lao	0,1	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Yémen	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pacifique											
Îles Salomon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Kiribati	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Samoa	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

<i>Pays les moins avancés</i>	<i>Taux de prévalence du VIH chez les adultes âgés de 15 à 49 ans</i>	<i>Taux d'utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque</i>				<i>Taux d'utilisation du préservatif sur le taux de prévalence des contraceptifs (en pourcentage)</i>	<i>Pourcentage de la population âgée de 15 à 24 ans ayant une bonne connaissance générale du VIH/sida, 2000-2006</i>		<i>Orphelins du sida (dont l'un ou les deux parents sont morts du sida) (en milliers)</i>	<i>Taux de fréquentation scolaire des orphelins par rapport aux non-orphelins</i>
		<i>1998-2004</i>		<i>2000-2006</i>			<i>1996-2004</i>			
		<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>		<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>		
	2005							2005	2000-2006	
Amérique latine et Caraïbes										
Haïti	3,8 ^a	19	30	29	43	..	32	40	..	86

Sources : ONUSIDA, *Rapport sur l'épidémie mondiale de sida, 2006* (Genève, 2006); *Le point sur l'épidémie de sida, 2007* (Genève, 2007), et Évaluation de la situation épidémiologique (par pays) : <http://www.who.int/hiv/pub/epidemiology/pubfacts/en/>; et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *La situation des enfants dans le monde 2008 : la survie de l'enfant* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.08.XX.1), tableau 4.

^a Estimations établies à partir des enquêtes effectuées en 2005. Pour les autres pays, les estimations ont été établies sur la base d'enquêtes effectuées antérieurement.

Tableau d'annexe 7
Prévalence du paludisme et de la tuberculose, taux de mortalité liés à ces maladies, prévention et traitement

	Paludisme					Tuberculose										
	Cas de paludisme signalés pour 1 000 habitants	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans				Traitement de brève durée sous surveillance directe ^a										
		Nombre de cas signalés de décès des suites du paludisme	Dormant avec des moustiquaires imprégnées d'insecticide	Ayant de la fièvre qui sont traités avec des médicaments contre le paludisme		Estimation du taux de prévalence de la tuberculose pour 100 000 habitants			Estimation des décès liés à la tuberculose pour 100 000 habitants			Pourcentage de cas détectés		Pourcentage de cas détectés et soignés		
				2000-2003	2003-2006	2003	2006	1990	2003	2006	1990	2003	2006	2003	2006	2002	2005
<i>Pays les moins avancés</i>	1990	2000-2003	2000-2003	2003-2006	2003	2006	1990	2003	2006	1990	2003	2006	2003	2006	2002	2005
Afrique																
Angola	26,1	106,9	11 344	..	..	514	304	344	58	27	29	101	76	74	72
Bénin	20,0	122,0	670	20	54	140	141	135	15	20	18	81	86	80	87	
Burkina Faso	55,7	114,9	4 417	10	48	337	349	476	50	53	71	16	17	64	71	
Burundi	16,6	274,0	330	8	30	307	694	714	38	92	91	26	24	79	79	
Cap-Vert	0,2	0,3	..	..	..	413	397	324	46	44	36	..	33	..	64
Comores	..	5,1	16	9	63	186	106	86	15	8	7	28	42	96	91	
Djibouti	6,1	7,2	..	1	10	1 484	1 128	1 300	122	124	139	46	40	82	80	
Érythrée	..	17,4	78	4	4	231	191	218	20	19	22	53	35	82	88	
Éthiopie ^b	..	8,0	..	2	3	307	646	641	37	85	83	31	27	76	78	
Gambie	237,7	100,5	..	49	63	347	361	423	38	47	53	64	64	74	87	
Guinée	3,6	109,5	441	0	44	254	416	466	29	49	56	51	55	72	72	
Guinée-Bissau	80,5	134,6	780	39	46	403	341	313	39	42	40	52	64	48	69	
Guinée équatoriale	72,3	31,3	..	1	49	176	564	404	19	77	54	..	..	..	..
Lesotho	..	..	..	..	..	254	527	513	30	92	88	73	79	52	73
Libéria	..	301,5	..	3	..	333	666	578	37	80	70	27	55	76	76	
Madagascar	..	121,5	759	0	34	365	386	415	38	43	45	70	73	74	74	
Malawi	409,3	240,4	6 993	23	24	321	347	322	75	119	111	39	42	72	73	
Mali	27,5	62,2	1 309	..	..	715	589	578	80	71	69	22	26	50	75
Mauritanie	13,3	59,6	100	2	33	576	691	606	63	80	71	..	34	..	55	
Mozambique ^b	..	269,7	3 569	..	15	298	678	624	36	123	117	43	47	78	79	
Niger	152,0	59,1	1 096	7	33	315	295	314	35	34	36	50	49	58	74	

	Paludisme					Tuberculose									
	Cas de paludisme signalés pour 1 000 habitants	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans				Traitement de brève durée sous surveillance directe ^a									
		Nombre de cas signalés de décès des suites du paludisme	Ayant de la fièvre qui sont traités avec des médicaments contre le paludisme			Estimation du taux de prévalence de la tuberculose pour 100 000 habitants			Estimation des décès liés à la tuberculose pour 100 000 habitants		Pourcentage de cas détectés		Pourcentage de cas détectés et soignés		
			2000-2003	2000-2003	2003-2006	2003-2006	1990	2003	2006	1990	2003	2006	2003	2006	2002	2005
<i>Pays les moins avancés</i>	1990	2000-2003	2000-2003	2003-2006	2003-2006	1990	2003	2006	1990	2003	2006	2003	2006	2002	2005
Ouganda ^b	..	477,9	8 450	10	62	775	778	787	89	104	105	13	19	68	71
République centrafricaine	59,3	24,7	..	15	57	336	705	528	40	107	80	5	69	..	65
République démocratique du Congo	..	83,1	16 498	1	52	266	671	645	35	87	84	55	61	78	85
République-Unie de Tanzanie ^b	411,1	289,7	14 156	16	58	296	613	561	56	95	84	44	44	60	73
Rwanda	189,2	102,1	..	13	12	201	551	562	62	139	128	32	27	58	83
Sao Tomé-et-Principe	..	393,5	..	42	25	345	266	252	38	27	26	..	..	..	..
Sénégal	..	119,3	1 337	7	27	378	469	504	42	53	58	52	..	66	..
Sierra Leone	..	95,4	..	5	52	491	855	977	55	103	119	31	35	81	86
Somalie	..	2,4	10	9	8	795	348	293	114	57	41	63	83	89	89
Soudan	301,2	91,8	2 479	0	50	414	395	419	59	64	68	31	30	78	82
Tchad	24,7	47,7	1 001	1	32	254	653	570	29	86	76	7	..	72	..
Togo	234,6	92,2	791	38	48	270	499	459	36	73	66	46	46	80	82
Zambie	235,8	..	5 763	23	58	636	659	568	100	121	102	63	53	83	84
Asie															
Afghanistan ^b	23,0	24,7	..	..	..	614	350	231	70	42	32	34	66	87	90
Bangladesh ^b	0,5	0,4	574	..	..	621	457	391	74	53	45	35	65	84	91
Bhoutan	5,6	1,7	15	..	..	244	111	96	17	8	7	119	112	86	91
Cambodge ^b	12,7	5,0	492	4	0	915	702	665	119	101	92	62	62	92	93
Maldives	..	..	..	..	..	147	55	54	8	4	4	95	87	95	86
Myanmar ^b	24,4	14,5	2 476	..	..	411	186	169	50	24	13	76	109	81	85
Népal	1,2	0,4	3	..	..	625	269	244	51	25	23	66	64	86	88

	Paludisme					Tuberculose									
	Cas de paludisme signalés pour 1 000 habitants	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans				Traitement de brève durée sous surveillance directe ^a									
		Nombre de cas signalés de décès des suites du paludisme	Dormant avec des moustiquaires imprégnées d'insecticide	Ayant de la fièvre qui sont traités avec des médicaments contre le paludisme	Estimation du taux de prévalence de la tuberculose pour 100 000 habitants	Estimation des décès liés à la tuberculose pour 100 000 habitants			Pourcentage de cas détectés		Pourcentage de cas détectés et soignés				
						2003-2006	2003-2006	1990	2003	2006	2003	2006	2002	2005	
1990	2000-2003	2000-2003	2003-2006	2003-2006	1990	2003	2006	1990	2003	2006	2003	2006	2002	2005	
<i>Pays les moins avancés</i>															
République démocratique populaire lao	5,3	3,3	187	18	9	476	324	292	38	26	24	48	77	75	90
Timor-Leste	..	40,9	8	8	47	1 208	822	789	125	101	98	43	33	81	82
Yémen	1,0	13,2	29	..	..	239	147	132	16	11	10	45	43	80	80
Pacifique															
Îles Salomon	..	189,9	71	..	..	661	247	194	65	27	23	44	42	90	85
Kiribati	..	..	..	..	..	1 162	471	402	115	54	45	63	82	94	93
Samoa	..	..	..	..	..	44	28	25	5	3	3	69	80	84	91
Tuvalu	..	..	..	..	..	1 150	653	504	106	62	55	..	29	..	100
Vanuatu	192,7	71,9	..	..	..	213	76	65	21	9	8	68	73	79	81
Amérique latine et Caraïbes															
Haïti	0,7	1,2	16	..	5	785	458	402	107	66	58	41	55	78	81
Pays les moins avancés				32	33										

Sources : UNICEF et OMS, *Rapport mondial sur le paludisme 2005* (Genève, 2005), <http://www.who.int/hiv/pub/epidemiology/pubfacts/en/>; UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2008 : la survie de l'enfant* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.08.XX.1), tableau 3, et OMS, *Global Tuberculosis control 2008: Surveillance, Planning, Financing* (Genève, 2008).

^a La stratégie internationale recommandée pour la lutte contre la tuberculose.

^b Pays durement touchés par la tuberculose, ou retenus par l'OMS.

Tableau d'annexe 8
Approvisionnement en eau et assainissement

	Pourcentage de la population urbaine				Taux de croissance annuelle (en pourcentage)		Pourcentage de la population ayant accès à un meilleur système d'assainissement		Pourcentage de la population ayant accès à une meilleure source d'eau potable	
					Zones urbaines	Zones rurales	Zones urbaines	Zones rurales	Zones urbaines	Zones rurales
	1990	2000	2005	2007	2000-2005	2000-2005	2004	2004	2004	2004
<i>Pays les moins avancés</i>										
Afrique										
Angola	37,1	49,0	54,0	55,8	4,82	0,84	56	16	75	40
Bénin	34,5	38,3	40,0	40,8	4,08	2,67	59	11	78	57
Burkina Faso	13,8	16,6	18,3	19,1	5,19	2,76	42	6	94	54
Burundi	6,3	8,3	9,5	10,1	6,10	3,01	47	35	92	77
Cap-Vert	44,1	53,4	57,4	58,9	3,79	0,57	61	19	86	73
Comores	27,9	28,1	27,9	27,9	2,51	2,70	41	29	92	96
Djibouti	75,7	83,3	86,1	87,0	2,59	-1,66	88	50	76	59
Érythrée	15,8	17,8	19,4	20,2	5,88	3,72	32	3	74	57
Éthiopie	12,6	14,9	16,1	16,6	4,09	2,32	44	7	81	11
Gambie	38,3	49,1	53,9	55,7	4,97	1,13	72	46	95	77
Guinée	28,0	31,0	33,0	33,9	3,08	1,29	31	11	78	35
Guinée-Bissau	28,1	29,7	29,6	29,7	3,00	3,08	57	23	79	49
Guinée équatoriale	34,7	38,8	38,9	39,2	2,41	2,30	60	46	45	42
Lesotho	14,0	20,0	23,3	24,7	4,05	0,14	61	32	92	76
Libéria	45,3	54,3	58,1	59,5	3,65	0,52	49	7	72	52
Madagascar	23,6	27,1	28,5	29,1	3,82	2,44	48	26	77	35
Malawi	11,6	15,2	17,3	18,3	5,24	2,07	66	42	98	68
Mali	23,3	27,9	30,5	31,6	4,76	2,25	59	39	78	36
Mauritanie	39,7	40,0	40,4	40,7	3,08	2,74	49	8	59	44
Mozambique	21,1	30,7	34,5	36,1	4,76	1,29	53	19	72	26
Niger	15,4	16,2	16,3	16,4	3,65	3,49	43	4	80	36
Ouganda	11,1	12,1	12,5	12,8	3,94	3,08	51	41	87	56
République centrafricaine	36,8	37,6	38,1	38,4	1,86	1,49	37	12	93	43
République démocratique du Congo	27,8	29,8	32,1	33,3	4,41	2,29	42	25	82	29
République-Unie de Tanzanie	18,9	22,3	24,2	25,0	4,19	2,07	53	43	85	49
Rwanda	5,4	13,8	17,5	18,0	7,27	1,54	56	38	92	69

	Pourcentage de la population urbaine				Taux de croissance annuelle (en pourcentage)		Pourcentage de la population ayant accès à un meilleur système d'assainissement		Pourcentage de la population ayant accès à une meilleure source d'eau potable	
					Zones urbaines	Zones rurales	Zones urbaines	Zones rurales	Zones urbaines	Zones rurales
	1990	2000	2005	2007	2000-2005	2000-2005	2004	2004	2004	2004
<i>Pays les moins avancés</i>										
São Tomé and Príncipe	43,6	53,4	58,1	59,8	3,37	-0,39	32	20	89	73
Sénégal	39,0	40,6	41,6	42,0	3,05	2,29	79	34	92	60
Sierra Leone	32,9	35,5	36,8	37,4	4,96	3,82	53	30	75	46
Somalie	29,7	33,2	35,2	36,1	4,13	2,41	48	14	32	27
Soudan	26,6	36,1	40,8	42,6	4,46	0,50	50	24	78	64
Tchad	20,8	23,4	25,3	26,1	5,17	3,12	24	4	41	82
Togo	30,1	36,5	39,9	41,3	4,67	1,77	71	15	80	36
Zambie	39,4	34,8	35,0	35,2	1,99	1,81	59	52	90	40
Asie										
Afghanistan	18,3	21,3	22,9	23,6	5,26	3,38	49	29	63	31
Bangladesh	19,8	23,6	25,7	26,6	3,58	1,34	51	35	82	72
Bhoutan	16,4	25,4	31,0	33,3	6,60	1,07	65	70	86	60
Cambodge	12,6	16,9	19,7	20,9	4,84	1,07	53	8	64	35
Maldives	25,8	27,7	33,9	36,6	5,62	-0,23	100	42	98	76
Myanmar	24,9	28,0	30,6	31,9	2,68	0,15	58	72	80	77
Népal	8,9	13,4	15,8	16,7	5,27	1,53	62	30	96	89
République démocratique populaire lao	15,4	22,0	27,4	29,7	6,02	0,18	67	20	79	43
Timor-Leste	20,8	24,3	26,1	26,9	6,75	4,82	66	33	77	56
Yémen	20,9	26,3	28,9	30,1	4,91	2,24	86	28	71	65
Pacifique										
Îles Salomon	13,7	15,7	17,0	17,6	4,10	2,27	98	18	94	65
Kiribati	35,0	43,0	43,6	43,7	2,09	1,60	59	22	77	53
Samoa	21,2	21,9	22,4	22,7	1,17	0,57	100	100	90	87
Tuvalu	40,7	46,0	48,1	49,0	1,38	-0,29	93	84	94	92
Vanuatu	18,7	21,7	23,5	24,3	4,09	2,08	78	42	86	52
Amérique latine et Caraïbes										
Haïti	28,5	35,6	42,7	45,6	5,28	-0,73	57	14	52	24

Sources : UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2007 : femmes et enfants, le double dividende de l'égalité des sexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.07.XX.1); et Division de la population de l'ONU, *World Urbanization Prospects: The 2007 Revision* (New York, 2008), et base de données connexe (<http://esa.un.org/unup/index.asp>).

Tableau d'annexe 9
Communications

<i>Pays les moins avancés</i>	<i>Bureaux de poste permanents et mobiles pour 100 000 habitants</i>			<i>Nombre de lignes téléphoniques et de téléphones portables pour 100 habitants</i>						<i>Nombre d'internautes pour 100 habitants</i>		
	1990	2004	2006	<i>Lignes téléphoniques</i>			<i>Téléphones portables</i>		<i>Total</i>		2004	2006
				1990	2000	2006	2003-2004	2006	2003-2004	2006		
Afrique												
Angola	1,3	0,4	0,3	0,8	0,5	0,6	6,7	14,3	7,4	15,0	1,2	0,6
Bénin	3,7	2,2	2,0	0,3	0,8	0,9	3,4	12,1	4,4	13,0	1,5	8,0
Burkina Faso	1,0	0,6	..	0,2	0,5	0,7	3,0	7,5	3,6	8,2	0,4	0,6
Burundi	0,8	0,4	0,5	0,2	0,3	0,4	0,9	2,0	1,2	2,4	0,4	0,8
Cap-Vert	17,5	..	6,9	2,4	12,6	13,8	13,9	21,0	29,5	34,8	5,3	6,4
Comores	..	..	2,9	0,8	1,0	2,1	0,3	2,0	1,9	4,1	1,0	2,6
Djibouti	..	1,4	..	1,1	1,5	1,6	3,4	6,4	5,1	7,9	1,3	1,4
Érythrée	..	1,5	1,4	..	0,8	0,8	0,5	1,4	1,4	2,2	1,2	2,2
Éthiopie	1,8	0,8	1,0	0,3	0,4	0,9	0,3	1,1	0,9	2,0	0,2	0,2
Gambie	..	1,2	0,6	0,7	2,7	3,0	12,0	26,0	14,6	29,0	3,4	5,3
Guinée	1,2	..	..	0,2	0,3	0,3	1,4	2,4	1,8	2,7	5,8	0,5
Guinée-Bissau	2,4	1,4	..	0,6	0,9	0,8	0,1	7,1	0,9	7,9	2,0	2,3
Guinée équatoriale	..	4,2	..	0,4	1,4	2,0	11,0	19,3	12,7	21,3	1,0	1,6
Lesotho	8,7	7,8	..	0,7	1,2	2,7	8,8	13,9	10,9	16,6	2,4	2,9
Libéria	..	..	0,5	0,4	0,2	0,2	1,4	4,9	1,6	5,1	..	...
Madagascar	11,8	4,2	3,9	0,3	0,3	0,7	1,9	5,5	2,2	6,2	0,5	0,6
Malawi	..	2,5	2,4	0,3	0,5	0,8	1,8	3,3	2,6	4,1	0,4	0,5
Mali	1,1	..	..	0,1	0,4	0,6	3,6	10,9	4,3	11,5	0,5	0,6
Mauritanie	..	0,9	..	0,3	0,7	1,1	17,5	33,6	18,9	34,7	0,5	1,0
Mozambique	2,1	1,5	0,5	0,3	0,5	0,3	3,7	11,6	4,2	11,9	0,7	0,9
Niger	0,9	0,4	0,3	0,1	0,2	0,2	1,2	2,3	1,4	2,5	0,2	0,3
Ouganda	1,6	1,2	1,0	0,2	0,3	0,4	4,4	6,7	4,6	7,1	0,8	2,5
République centrafricaine	..	0,6	0,6	0,2	0,3	0,3	1,5	2,5	1,8	2,7	0,2	0,3
République démocratique du Congo	1,0	0,2	..	0,1	0,0	0,0	1,9	7,4	1,9	7,5	..	0,3
République-Unie de Tanzanie	3,2	1,1	1,1	0,3	0,5	0,4	4,4	14,8	4,8	15,2	0,9	1,0
Rwanda	0,6	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,6	3,4	1,9	3,6	0,5	0,6
Sao Tomé-et-Principe	9,5	6,7	..	1,9	3,3	4,7	3,2	11,5	7,8	16,3	12,2	18,1

Pays les moins avancés	Bureaux de poste permanents et mobiles pour 100 000 habitants			Nombre de lignes téléphoniques et de téléphones portables pour 100 habitants						Nombre d'internautes pour 100 habitants		
				Lignes téléphoniques			Téléphones portables		Total			
	1990	2004	2006	1990	2000	2006	2003-2004	2006	2003-2004	2006	2004	2006
Sénégal	1,8	1,2	..	0,6	2,2	2,4	9,9	25,0	12,2	27,4	4,7	5,5
Sierra Leone	..	..	0,8	0,3	0,4	0,5	2,3	2,2	2,7	2,7	0,2	0,2
Somalie	..	..	..	0,2	0,4	1,2	4,2	6,1	5,8	7,3	1,7	1,1
Soudan	3,2	0,6	0,5	0,3	1,2	1,7	3,0	12,7	6,0	14,4	3,3	9,5
Tchad	0,9	0,9	0,4	0,1	0,1	0,1	1,4	4,7	1,5	4,8	0,7	0,6
Togo	1,2	0,9	0,9	0,3	0,9	1,3	4,4	11,2	5,6	12,5	4,4	5,1
Zambie	5,3	1,7	..	0,8	0,8	0,8	2,8	14,0	3,5	14,8	2,1	4,2
Asie												
Afghanistan	..	1,7	1,8	0,2	0,1	0,5	2,4	8,1	2,6	8,6	0,1	1,7
Bangladesh	..	6,6	6,3	0,2	0,4	0,8	2,9	13,3	3,4	14,0	0,2	0,3
Bhoutan	15,4	17,7	13,9	0,4	2,2	...	0,8	...	2,0	..	0,9	...
Cambodge	..	0,6	0,6	0,0	0,2	0,2	3,5	7,9	3,8	8,2	0,3	0,3
Maldives	13,4	74,2	71,7	2,9	9,1	10,9	34,5	87,9	44,1	98,8	5,8	6,6
Myanmar	2,8	2,8	2,8	0,2	0,5	0,9	0,2	0,4	1,0	1,4	0,1	0,2
Népal	..	..	..	0,3	1,2	2,2	0,7	41,8	2,3	44,0	0,7	1,1
République démocratique populaire lao	3,1	4,2	7,6	0,2	0,8	1,3	3,5	10,8	4,8	12,0	0,4	0,4
Timor-Leste	..	0,6	..	..	...	0,2	..	4,9	..	5,1	..	0,1
Yémen	1,8	1,5	1,3	1,1	1,9	4,5	5,2	13,8	9,0	18,2	0,9	1,3
Pacifique												
Îles Salomon	36,0	..	..	1,5	1,8	1,6	0,3	1,3	1,6	2,8	0,6	1,6
Kiribati	33,3	..	..	1,7	4,0	5,1	0,6	0,7	4,6	5,8	2,4	2,2
Samoa	28,0	..	..	2,6	4,9	10,9	5,8	13,4	13,1	24,3	3,3	4,5
Tuvalu	..	..	..	1,3	7,0	8,5	0,0	12,4	7,0	20,9	..	16,2
Vanuatu	..	..	21,7	1,8	3,5	3,2	4,8	5,9	8,0	9,1	3,5	3,5
Amérique latine et Caraïbes												
Haïti	1,8	0,6	..	0,7	0,9	1,7	4,7	5,9	6,4	7,6	5,9	7,5
Pays les moins avancés	1,6	2,3	0,9	2,1						10,8		1,1

Sources : Union postale universelle, *Postal Statistics Database* (Base de données statistiques de l'UPU), <http://www.upu.org>, site consulté le 1^{er} mars 2008; et Union internationale des télécommunications, données nationales par régions (en ligne) et indicateurs sur les télécommunications et les technologies de l'information et de la communication dans le monde, <http://www.itu.int/ITU-D/icteye/Indicators/indicators.aspx>, page consultée le 21 avril 2008.

Tableau d'annexe 10
Moyens de transport

	Réseau routier				Réseau ferroviaire				Transport aérien			
	Réseau routier (km)		Routes asphaltées (pourcentage)		Réseau (km)		Fret millions de tonnes/km		Départs		Fret aérien (millions de tonnes/km)	
	2000	2004-2006	2000	2004-2006	2000	2004-2006	2000	2004-2006	2000	2004-2006	2000	2004-2006
<i>Pays les moins avancés</i>												
Afrique												
Angola	51 429	..	10,4	..	..	2 761	..	..	4 399	4 965	60,6	81,0
Bénin	..	19 000	20,0	9,5	..	578	..	..	1 518	..	12,3	..
Burkina Faso	..	92 495	16,0	4,2	..	622	..	..	3 368	1 512	12,3	0,0
Burundi	14 480	12 322	7,1	10,4	..	..	..	..	..	..	..	..
Cap-Vert	1 350	..	69,0	..	..	..	..	..	13 010	19 862	0,6	1,8
Comores	880	..	76,5	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Djibouti	3 065	..	45,0	..	..	781	..	97	..	..	..	..
Érythrée	4 010	..	21,8	..	..	306	..	..	..	..	..	..
Éthiopie	29 571	39 477	12,0	12,7	..	..	..	..	26 624	33 644	78,3	157,2
Gambie	2 700	3 742	35,4	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée	30 500	..	16,5	..	..	1 115	..	..	600	..	1,4	..
Guinée-Bissau	..	..	10,3	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Guinée équatoriale	2 880	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Lesotho	5 940	..	18,3	..	..	..	..	..	200	..	..	..
Libéria	10 600	..	6,2	..	..	490	..	..	..	..	..	..
Madagascar	49 827	..	11,6	..	..	732	..	..	20 491	14 142	27,3	18,8
Malawi	..	..	..	..	710	710	87	38	4 806	5 528	0,8	1,6
Mali	15 100	18 709	12,1	18,0	734	..	279	..	1 518	..	12,3	..
Mauritanie	7 660	..	11,3	..	..	717	..	..	3 761	1 725	12,5	0,1
Mozambique	30 400	..	18,7	..	..	3 070	..	768	6 698	10 490	7,2	5,2
Niger	14 658	18 423	7,9	20,6	..	..	..	..	1 518	..	12,3	..
Ouganda	..	..	..	..	261	259	210	218	263	330	20,7	34,0
République centrafricaine	24 307	..	2,7	..	..	..	..	..	1 518	..	12,3	..

	Réseau routier				Réseau ferroviaire				Transport aérien			
	Réseau routier (km)		Routes asphaltées (pourcentage)		Réseau (km)		Fret millions de tonnes/km		Départs		Fret aérien (millions de tonnes/km)	
	2000	2004-2006	2000	2004-2006	2000	2004-2006	2000	2004-2006	2000	2004-2006	2000	2004-2006
<i>Pays les moins avancés</i>												
République démocratique du Congo	157 000	153 497	..	1,8	3 641	3 641	513	444	5 200	..	..	..
République-Unie de Tanzanie	88 200	..	4,2	..	4 582	4 582	1 990	..	5 973	5 068	3,4	1,7
Rwanda	12 000	14 008	8,3	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Sao Tomé-et-Principe	320	..	68,1	..	..	..	..	..	1 135	1 337	0,1	0,1
Sénégal	14 583	..	29,3	..	906	..	371	..	2 415	0	12,3	0,0
Sierra Leone	11 330	..	7,9	..	..	..	..	..	202	171	9,0	9,6
Somalie	22 100	..	11,8	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	11 900	..	36,3	..	4 599	5 478	1 164	766	7 753	8 839	36,5	51,0
Tchad	33 400	..	0,8	..	..	..	..	..	1 518	..	12,3	..
Togo	7 520	..	31,6	..	..	568	..	..	1 518	..	12,3	..
Zambie	66 781	..	..	..	1 273	1 273	554	..	6 118	6 013	0,5	0,0
Asie												
Afghanistan	21 000	34 782	13,3	23,7	..	..	..	..	3 409	..	7,8	..
Bangladesh	207 485	..	9,5	..	2 768	2 855	777	817	6 313	7 971	193,9	190,8
Bhoutan	..	..	..	..	..	..	..	..	1 138	2 566	0,0	0,3
Cambodge	..	38 257	16,2	6,3	601	650	92	..	..	3 998	..	1,1
Maldives	..	..	..	..	..	..	..	..	5 970	5 108	13,2	0,0
Myanmar	27 966	..	11,4	..	..	..	..	..	10 329	28 700	0,8	2,8
Népal	13 223	17 280	30,8	56,9	..	59	..	..	12 130	6 920	17,0	7,2
République démocratique populaire lao	21 716	..	44,5	..	..	..	..	..	6 411	9 959	1,7	2,5
Timor-Leste	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Yémen	65 144	..	15,5	8,7	..	..	..	..	14 608	18 843	32,0	66,1
Pacifique												
Îles Salomon	1 391	..	2,4	..	..	..	..	..	11 481	13 883	1,0	0,8
Kiribati	670	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

	Réseau routier				Réseau ferroviaire				Transport aérien			
	Réseau routier (km)		Routes asphaltées (pourcentage)		Réseau (km)		Fret millions de tonnes/km		Départs		Fret aérien (millions de tonnes/km)	
	2000	2004-2006	2000	2004-2006	2000	2004-2006	2000	2004-2006	2000	2004-2006	2000	2004-2006
<i>Pays les moins avancés</i>												
Samoa	2 337	..	42,0	..	..	..	..	..	10 877	12 752	2,2	1,9
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	1 070	..	23,9	..	..	..	..	..	1 402	1 643	1,8	1,9
Amérique latine et Caraïbes												
Haïti	4 160	..	24,3	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde, 2008* (Washington), tableau 5.9; et *WDI and GDF Online*, <http://www.worldbank.org> (site consulté le 23 avril 2008), bases de données établies par la Banque mondiale à partir de ses propres données et de celles de la Fédération routière internationale et de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Tableau d'annexe 11
Aide publique au développement, donateurs membres du Comité d'aide au développement

Pays	Montant net de l'APD accordée aux PMA (millions de dollars É.-U.)				Montant net de l'APD accordée aux PMA (pourcentage du total)				Montant net de l'APD accordée aux PMA en pourcentage du revenu national brut des pays donateurs membres du CAD de l'OCDE				Pourcentage du montant total de l'APD consacrée au renforcement des capacités commerciales		
	1990	2000	2005	2006	1990	2000	2005	2006	1990	2000	2005	2006	2001	2005	2006
Allemagne	1 769	1 212	1 884	2 642	28,0	24,1	18,7	25,3	0,12	0,07	0,07	0,09	2,7	2,1	0,6
Australie	171	293	419	451	17,9	29,7	24,9	21,3	0,06	0,08	0,06	0,06	2,1	1,1	2,3
Autriche	106	113	245	252	63,0	25,6	15,5	16,8	0,07	0,06	0,08	0,08	..	3,4	2,2
Belgique	367	221	609	729	41,3	26,9	31,0	36,9	0,19	0,10	0,16	0,18	2,4	4,7	7,9
Canada	740	308	1 048	1 244	30,0	17,7	27,9	33,8	0,13	0,05	0,09	0,10	11,0	1,3	3,3
Danemark	462	537	814	878	39,5	32,3	38,6	39,3	0,37	0,34	0,31	0,31	0,7	..	6,1
Espagne	194	144	817	767	20,2	12,0	27,1	20,1	0,04	0,03	0,07	0,06	0,1	0,6	3,7
États-Unis	2 199	1 989	4 661	6 416	19,3	20,0	16,7	27,3	0,04	0,02	0,04	0,05	7,3	4,5	4,2
Finlande	317	112	245	296	37,5	30,2	27,2	35,5	0,24	0,09	0,13	0,14	1,1	3,2	8,4
France	2 286	1 144	2 392	2 624	31,9	27,9	23,9	24,8	0,19	0,08	0,11	0,12	1,2	2,8	3,9
Grèce	..	19	79	103	..	8,2	20,7	24,2	..	0,02	0,04	0,04	..	0,0	2,7
Irlande	21	114	365	524	36,7	48,9	50,7	51,3	0,06	0,14	0,21	0,28	0,3	0,1	1,2
Italie	1 382	389	1 407	789	40,7	28,3	27,6	21,7	0,13	0,04	0,08	0,04	1,1	0,7	0,9
Japon	1 753	2 159	2 326	3 340	19,3	16,0	17,7	29,9	0,06	0,04	0,05	0,07	0,6	0,7	0,9
Luxembourg	10	46	106	123	39,3	37,6	41,2	42,5	0,08	0,27	0,35	0,38	..	..	..
Norvège	532	427	1 029	1 129	44,1	33,8	36,9	38,2	0,52	0,26	0,35	0,34	4,1	3,3	2,9
Nouvelle-Zélande	18	29	70	74	19,1	25,9	25,5	28,6	0,04	0,07	0,07	0,08	10,8	10,2	12,5
Pays-Bas	834	794	1 658	1 395	32,9	25,3	32,4	25,6	0,30	0,21	0,27	0,21	2,9	3,4	4,6
Portugal	100	171	210	240	70,3	63,1	55,6	60,6	0,17	0,16	0,12	0,13	0,7	1,2	0,6
Royaume-Uni	834	1 426	2 709	3 827	31,6	31,7	25,2	30,7	0,09	0,10	0,12	0,16	4,9	2,2	2,4
Suède	775	532	1 101	1 152	38,6	29,6	32,7	29,1	0,35	0,24	0,31	0,30	1,0	2,6	1,6
Suisse	325	270	405	453	43,4	30,3	22,9	27,5	0,14	0,10	0,10	0,11	6,2	11,1	10,3
Total	15 198	12 448	24 597	29 448	28,0	23,2	23,0	28,2	0,09	0,05	0,08	0,09	4,5	1,6	2,6

Sources : Comité d'aide au développement de l'OCDE, *Revue de l'OCDE sur le développement : Coopération pour le développement, Rapport 2007* (Paris, 2008), tableau 25, et base de données sur les activités d'aide, <http://www.oecd.org/dataoecd/50/17/5037721.htm> (page consultée le 1^{er} avril 2008).

Tableau d'annexe 12

**Allègement de la dette au titre de l'Initiative de la Banque mondiale et du FMI
en faveur des pays pauvres très endettés, service de la dette publique et garantie par l'État**

Pays les moins avancés	PMA bénéficiant de l'Initiative PPTE et état de l'allègement de la dette auprès de la Banque mondiale et du FMI, février 2008									Service de la dette en pourcentage des exportations par les PMA de biens et services et revenu net de l'étranger		
	À l'étude	Point d'achèvement	Banque mondiale (VAN) ^a (en millions de dollars)			FMI (en millions de dollars)			1990	2005	2006	
			Engagement d'allègements	Allègement accordé	Pourcentag e accordé	Engagement d'allègements	Allègement accordé	Pourcentag e accordé				
Afrique												
Angola									7,1	10,5	12,6	
Bénin		X	110,7	53,1	48,0	18,0	20,0	111,1	9,2	5,1	5,2	
Burkina Faso		X	304,0	180,6	59,4	44,0	46,0	104,5	7,8	7,6	5,5	
Burundi	X		444,5	29,5	6,6	19,0	0,0	0,0	41,7	28,4	10,8	
Cap-Vert									..	..	..
Comores									2,5	..	..
Djibouti									..	4,5	6,4	
Érythrée									..	..	..
Éthiopie		X	1 022,7	213,3	20,9	45,0	47,0	104,4	37,6	2,1	3,7	
Gambie		X	29,2	11,9	40,8	2,0	0,0	0,0	21,8	12,0	11,6	
Guinée	X		198,7	79,4	40,0	24,0	5,0	20,8	19,6	13,4	11,3	
Guinée-Bissau	X		122,3	34,8	28,5	9,0	1,0	11,1	22,1	4,4	7,8	
Guinée équatoriale									..	..	..
Lesotho									4,2	7,4	4,0	
Libéria									..	..	..
Madagascar		X	336,1	112,0	33,3	15,0	16,0	106,7	44,4	5,1	3,9	
Malawi		X	739,3	129,9	17,6	33,0	37,0	112,1	28,0	8,9	8,3	
Mali		X	241,6	139,6	57,8	46,0	49,0	106,5	14,7	7,1	4,3	
Mauritanie		X	131,0	48,5	37,0	35,0	38,0	108,6	28,8	6,3	5,6	
Mozambique		X	564,5	553,4	98,0	107,0	108,0	100,9	17,3	3,1	0,8	
Niger		X	306,8	78,8	25,7	31,0	34,0	109,7	6,6	4,3	2,3	
Ouganda		X	692,4	380,5	55,0	120,0	122,0	101,7	78,6	9,8	5,8	

<i>PMA bénéficiant de l'Initiative PPTE et état de l'allègement de la dette auprès de la Banque mondiale et du FMI, février 2008</i>										<i>Service de la dette en pourcentage des exportations par les PMA de biens et services et revenu net de l'extérieur</i>		
<i>Pays les moins avancés</i>	<i>À l'étude</i>	<i>Point d'achèvement</i>	<i>Banque mondiale (VAN)^a (en millions de dollars)</i>			<i>FMI (en millions de dollars)</i>			<i>1990</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	
			<i>Engagement d'allègements</i>	<i>Allègement accordé</i>	<i>Pourcentage accordé</i>	<i>Engagement d'allègements</i>	<i>Allègement accordé</i>	<i>Pourcentage accordé</i>				
République centrafricaine	X								12,5	..	..
République démocratique du Congo	X		979,9	385,6	39,4	228,0	3,0	1,3	..	6,4	9,3	
République-Unie de Tanzanie		X	911,1	333,8	36,6	89,0	96,0	107,9	31,3	5,4	2,0	
Rwanda		X	475,0	101,9	21,5	47,0	51,0	108,5	9,9	7,4	3,5	
Sao Tomé-et-Principe		X	40,0	8,2	20,5	1,0			28,7	48,1	19,0	
Sénégal		X	162,2	102,5	63,2	34,0	38,0	111,8	18,3	5,6	2,6	
Sierra Leone		X	147,9	39,8	26,9	100,0	107,0	107,0	10,1	8,9	5,7	
Somalie									..	..	..
Soudan									4,8	7,7	4,9	
Tchad	X		85,4	41,1	48,1	14,0	9,0	64,3	3,8	0,9	1,8	
Togo									11,5	1,8	..	
Zambie		X	647,0	177,8	27,5	469,0	508,0	108,3	14,5	6,6	2,2	
Asie												
Afghanistan	X		71,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	..	1,8	1,8	
Bangladesh									34,8	7,2	4,8	
Bhoutan									..	..	..
Cambodge									..	0,7	0,6	
Maldives									4,0	6,8	4,7	
Myanmar									18,2	2,2	1,4	
Népal									14,7	8,2	9,7	
République démocratique populaire lao									8,5	..	..
Timor-Leste									..	..	..
Yémen									7,1	3,0	2,7	

*PMA bénéficiant de l'Initiative PPTE et état de l'allègement de la dette
auprès de la Banque mondiale et du FMI, février 2008*

<i>Pays les moins avancés</i>	<i>À l'étude</i>	<i>Point d'achèvement</i>	<i>Banque mondiale (VAN)^a (en millions de dollars)</i>			<i>FMI (en millions de dollars)</i>			<i>Service de la dette en pourcentage des exportations par les PMA de biens et services et revenu net de l'extérieur</i>		
			<i>Engagement d'allègements</i>	<i>Allègement accordé</i>	<i>Pourcentag e accordé</i>	<i>Engagement d'allègements</i>	<i>Allègement accordé</i>	<i>Pourcentag e accordé</i>	<i>1990</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>
Pacifique											
Îles Salomon									11,3	4,8	2,0
Kiribati									..	..	..
Samoa									10,6	4,7	5,5
Tuvalu									..	..	..
Vanuatu									1,6	0,9	1,5
Amérique latine et Caraïbes											
Haiti	X		52,8	1,1	2,1	2,0	0,0	0,0	9,1	17,5	8,5
Total, pays les moins avancés	8	17	8 817,0	3 237,1	36,7	1 532,0	1 335,0	87,1			

Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde, 2008* (Washington), tableaux 1.4 et 6.9; et *WDI and GDF Online*, <http://www.worldbank.org> (site consulté le 23 avril 2008).

^a Valeur actualisée nette (VAN) à la fin 2006, telle que calculée par la Banque mondiale.